

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 814

29 mars 2014

SOMMAIRE

17Capital 2 Feeder B S.à r.l.	39069	Occidental Royal Holding	39072
4 GC	39056	Peinture Werthessen S.à r.l.	39027
Eagle 1 S.à r.l.	39028	Pfizer Europe Holdings Sàrl	39063
Flavien Company Spf S.A.	39067	Project Opportunity S.A.	39063
Freo Invest S.à r.l.	39039	Promotion 777 S.A.	39063
GEFS Europa Financing S.à r.l.	39058	Promo Weiss S.à r.l.	39062
Goldorak Investments	39048	Prudential Property Investment Managers (Luxembourg) S.A.	39064
Ledcol S.à r.l.	39027	Quercus Assets Selection S.à r.l.	39063
Ledcol S.à r.l.	39038	QureInvest	39060
Ledcol S.à r.l.	39047	Resolution III Glasgow S.à r.l.	39070
LOG 2 GO SA Logistic Solutions	39038	Reviconsult S.à r.l.	39072
Luxembourg Parkview Group S.A.	39048	Richard Investments S.A.	39068
M&G Real Estate (Luxembourg) S.A.	39064	Rox Invest S.A.	39067
Mitotech S.A.	39060	S.D.B. S.à r.l.	39066
Nabben Development S.à r.l.	39038	ServiceMagic Europe S.à r.l.	39072
Nouvelle TEC-Inter S.à r.l.	39038	SG Issuer	39026
Nouvelle TEC-Inter S.à r.l.	39038	Summer Spee S.A.	39072
Nouvelle TEC-Inter S.à r.l.	39056	Threadneedle Property Unit Trust Luxem- bourg Subsidiary S.à r.l.	39063
Nouvelle TEC-Inter S.à r.l.	39056		
Nouvelle TEC-Inter S.à r.l.	39056		

SG Issuer, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 33, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 121.363.

L'an deux mille quatorze, le dix-sept janvier.

Par devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

Monsieur Alexandre Galliché, demeurant professionnellement à Luxembourg, agissant en qualité de mandataire spécial du Directoire de la société anonyme SG ISSUER, ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 33, boulevard du Prince Henri, constituée suivant un acte notarié en date du 16 novembre 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 22 décembre 2006 numéro 2392, dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant un acte notarié en date du 20 juillet 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 28 août 2012 numéro 2131,

en vertu des pouvoirs lui conférés par résolutions prises par le Directoire de la Société datées du 13 janvier 2014.

Une copie du procès-verbal de cette réunion, paraphée "ne varietur" par le comparant et le notaire soussigné, restera annexée à l'original du présent acte pour être soumis avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

Le comparant agissant en sa qualité mentionnée ci-dessus a prié le notaire d'acter les déclarations et faits suivants:

I. Le capital social autorisé de SG ISSUER S.A., est fixé à cent millions d'Euros (EUR 100.000.000,-).

II. Le capital social émis de la Société est fixé à deux millions d'Euros (EUR 2.000.000,-) représenté par cinquante mille (50.000,-) actions d'une valeur nominale de quarante euros (EUR 40,-) chacune, entièrement libérées.

III. L'alinéa 2 et suivant de l'article 5 des Statuts de la Société a la teneur suivante:

«Le capital autorisé de la société est fixé à cent millions d'Euros (EUR 100.000.000,-) divisé en deux millions cinq cent mille (2.500.000) actions d'une valeur nominale de quarante euros (EUR 40,-) chacune.

Le Directoire est autorisé pendant une période se terminant au cinquième anniversaire de la date de la publication du présent acte au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, à augmenter une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. De telles réalisations d'augmentation du Capital peuvent être souscrites et émises aux clauses et conditions à déterminer par le Directoire, plus spécialement par rapport à la souscription et à la libération des actions autorisées, à souscrire et à émettre, telles que par exemple: à déterminer le temps et le montant des actions autorisées à souscrire et à émettre, à déterminer si les actions autorisées seront souscrites au pair ou avec une prime d'émission, à déterminer dans quelle mesure la libération des nouvelles actions souscrites peut être acceptée en numéraire ou par des apports autres qu'en numéraire. Lors de la libération du capital autorisé, en tout ou en partie, le Directoire est expressément autorisé à limiter ou à supprimer le droit de souscription préférentiel des anciens actionnaires. Le Directoire peut déléguer tout membre du Directoire, fondé de pouvoir, ou toute personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir en paiement le prix des actions, représentant tout ou partie de cette augmentation de capital. Chaque fois que le Directoire aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article à la modification intervenue en même temps.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modification des statuts.

Plus particulièrement le Directoire est autorisé et dispose du pouvoir de réaliser toute augmentation du capital social endéans les limites du capital social autorisé en une ou plusieurs tranches successives, contre paiement en espèces ou en nature, par conversion de créances, incorporation de réserves, d'obligations ou prêts convertibles en actions ou non ou de toute autre manière et d'arrêter le lieu et la date pour l'émission ou les émissions successives, le prix d'émission, les modalités et conditions de la souscription et de la libération des nouvelles actions.

Le Directoire de la Société est autorisé à approuver les apports en fonds propres sans émission de nouvelles actions au moyen d'un paiement en numéraire ou d'un paiement en nature effectué selon les conditions définies par le Directoire de la Société et dans les limites prévues par la loi luxembourgeoise. Un apport en fonds propres sans émission de nouvelles actions doit être enregistré dans un compte de capital surplus conformément à la loi luxembourgeoise.

Les actions de la Société sont des actions rachetables émises conformément aux dispositions de l'article 49-8 de la loi sur les sociétés commerciales telle que modifiée, étant entendu que toute acquisition par la Société de ses propres actions ne peut être faite qu'au moyen de sommes distribuables, y compris la réserve extraordinaire constituée au moyen de fonds touchés par la Société comme prime d'émission sur l'émission de ses propres actions ou du produit d'une nouvelle émission effectuée en vue de ce rachat.

Les actions rachetées par la Société n'ont aucun droit de vote ni le droit à la distribution d'un dividende ou du produit de liquidation.

Le prix de rachat des actions rachetables est calculé sur base de l'actif social net conformément à l'alinéa ci-après.

Le prix auquel sont rachetées les actions que la Société se propose de racheter en application de l'article 49-8 de la loi sur les sociétés commerciales telle que modifiée est déterminé par le Directoire et le cas échéant, sur base d'un

rapport d'un réviseur indépendant choisi par le Directoire, le jour de la prise de décision du Directoire de procéder au rachat d'actions.

La valeur de rachat des actions de la Société s'exprime par un chiffre par action et est déterminée de la manière que le Directoire estime juste et équitable, en conformité avec les principes de comptabilité et de valorisation généralement acceptés.

IV. Par résolutions adoptées le 13 janvier 2014, le Directoire a décidé d'augmenter le capital de la Société dans les limites du capital social autorisé avec suppression du droit préférentiel de souscription pour le porter d'un montant de deux millions d'euros (2.000.000,- EUR) à deux millions quarante euros (2.000.040,- EUR), par l'émission de une (1) action nouvelle d'une valeur nominale de quarante euros (40.-EUR) et d'accepter la souscription de l'action nouvelle par l'actionnaire unique, Société Générale Bank & Trust, ayant son siège social à L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

V. L'action nouvelle a été entièrement libérée par la conversion de quarante euros (EUR 40.-) de la valeur nominale d'une obligation convertible d'une valeur nominale globale de quarante-huit millions d'euros (48.000.000.- d'euros) émise par la Société le 28 juin 2013 et détenue par l'actionnaire unique, Société Générale Bank & Trust, ayant son siège social à L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter avec transfert au compte prime d'émission, d'un montant de EUR 98.513.391.- (quatre-vingt dix huit millions cinq cent treize mille trois cent quatre vingt onze euros) correspondant au montant de l'Activity Related Interest 2013 de l'Obligation.

L'existence et la valeur de cet apport a été certifiée au notaire.

VI. Suite à l'augmentation de capital mentionnée ci-dessus, l'article 5, 1 ère phrase des Statuts de la Société sera modifié et aura dorénavant la teneur suivante:

"Le capital social souscrit s'élève à EUR 2.000.040,- (deux millions quarante euros) représenté par 50.001 (cinquante mille et une) actions d'une valeur nominale de quarante euros (EUR 40.-).»

Frais

Les frais, dépenses, rémunération et charges qui incombent à la Société en raison des présentes augmentations de capital, sont évalués à environ six mille cinq cents euros (6.500.-EUR)

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. Galliché, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 20 janvier 2014. Relation LAC/2014/2713. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 janvier 2014.

Référence de publication: 2014016850/93.

(140019563) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2014.

Peinture Werthessen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9240 Diekirch, 22, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 107.483.

ANNULE ET REMPLACE LE DEPOT REF.: L120211786 DU 10/12/2012

Le bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 février 2014.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L – 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2014021688/15.

(140025875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

Ledcol S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4450 Belvaux, 6, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 111.390.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Certifié sincère et conforme

Pour LEDCOL S.à r.l.

Fideco S.A.

Référence de publication: 2014021603/12.

(140026130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

Eagle 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 127.057.

In the year two thousand and fourteen, on the seventeenth day of January.

Before us Me Paul Decker, notary, residing in Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting of EAGLE 1 S.À R.L., having its registered office at 35, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, incorporated by deed of Me Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, on 18 April 2007, published in Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, number 1171, on 15 June 2007 (the "Company"). The articles of association of the Company have been amended for the last time by deed of the notary Me Martine SCHAEFFER, notary residing in Remich, on 11 May 2007, published in Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, number 1455, on 14 July 2007.

The meeting was presided by Mrs Diana Hoffmann, private employee, professionally residing in L-2740 Luxembourg.

The chairman appointed as secretary Mrs Diana Hoffmann, private employee, professionally residing in L-2740 Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mrs Géraldine Nucera, private employee, professionally residing in L-2740 Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to state that:

I) It appears from an attendance list established and certified by the members of the bureau that all the shareholders of the Company are duly represented at this meeting.

II) The shareholders confirm through their proxyholder having knowledge of the agenda of the meeting and the proxyholder waives, in the name and for the account of the shareholders, the convening formalities. Considering the above, the shareholders may validly vote, through their proxyholder, with respect to their shares on all the items of the agenda below.

The attendance list, signed by the proxyholder of the shareholders represented and the members of the bureau, shall remain attached together with the proxies to the present deed and shall be filed at the same time with the registration authorities.

The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Change of the registered office of the Company
2. Resignation of the sole manager and appointment of new managers of the Company
3. Change of the fiscal year of the Company
4. Restatement of the articles of association

The meeting took the following resolutions:

First resolution

It is hereby resolved at this meeting of the shareholders of the Company to move the registered office of the Company from L-2163 Luxembourg, 35, Avenue Monterey to L-1661 Luxembourg, 31, Grand Rue, with the effect of today. It was noted that the current version of the articles of association does not contain article 3 which should therefore be reinserted:

“ Art. 3. Registered office. The Company has its registered office in Luxembourg.

It may be transferred to any other place within the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of the shareholder(s).

The Company may have offices and branches (whether or not permanent establishments), both in the Grand-Duchy of Luxembourg and abroad.”

Second resolution

The shareholders acknowledged the resignation of Mr. Stéphane Weyders as manager of the Company, with effect as of today.

The following persons have been elected as managers (gérants) of the Company for an undetermined term, with effect as of today:

- a) Mr. Pascal Bruzesse, director, born on 7 April 1966 in Esch sur Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, having his professional residence at 48, rue d'Eich, L-1460 Luxembourg;
- b) Mrs. Milène Margarida Belém Rolo, director, born on 13 August 1985 in Samuel/Soure, Portugal, having her professional residence at 48, rue d'Eich, L-1460 Luxembourg;
- c) Mr. Sylvain Kirsch, director, born on 8 April 1956 in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having his professional residence at 48, rue d'Eich, L-1460 Luxembourg; and
- d) Mr. Fabien Wannier, director, born on 18 July 1977 in Bern Switzerland, having his professional residence at "The Address Downtown" Dubai, P.O. Box 123234, Apt nr. 2008, Dubai, United Arab Emirates.

Third resolution

It is hereby resolved to amend article 14 (Financial year) of the articles of association of the Company to read as follows:

"The financial year of the corporation shall begin on the first of October of each year and shall terminate on the thirtieth of September of the following year. The financial year of 2014 shall begin on 1 January 2014 and shall end on 30 September 2014."

Fourth resolution

The Shareholders resolve to restate the articles of association of the Company in order to reflect the above and to further include a German translation of the Company's articles of association accordingly, replacing the French translation. Henceforth, the articles of association of the Company shall read as follows:

"Chapter I. - Name - Duration - Object - Registered office

Art. 1. Name and duration. There exists a société à responsabilité limitée (private limited liability company) by the name of EAGLE 1 S.à r.l. (the Company) which will be governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg and particularly by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Law) as well as by the present articles of association (the Articles).

The Company is formed for an unlimited duration.

Art. 2. Corporate object. The Company may:

- carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of shareholdings in any company or firm in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those shareholdings;
- acquire, develop, promote, manage, lease and/or sale real estate properties, directly or indirectly, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad as well as perform directly or indirectly all operations relating to real estate matters including but not limited to acting as a trustee in relation to real estate properties;
- establish, manage, develop and dispose of a portfolio of securities and intellectual property rights (including but not limited to patents and trademarks) of whatever origin; it may also acquire convertible and other debt securities and patents, by way of investment, subscription, underwriting or option, and realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise;
- give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations and the obligations of companies in which the Company has a direct or indirect participation or interest and to companies which form part of the same group of companies as the Company and it may grant any assistance to such companies, including, but not limited to, assistance in the management and the development of such companies and their portfolio, financial assistance, loans, advances or guarantees; it may pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all its assets;
- take any measure and carry out any operation, including, without limitation, commercial, financial, personal and real estate transactions which it may deem necessary or useful for the accomplishment and development of its objects;
- borrow from subsidiaries and/or affiliates of the Company and/or any other person or entity in any form and proceed to the private issue of bonds and debentures.

Art. 3. Registered office. The Company has its registered office in Luxembourg.

It may be transferred to any other place within the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of the shareholder(s).

The Company may have offices and branches (whether or not permanent establishments), both in the Grand-Duchy of Luxembourg and abroad.

Chapter II. - Corporate capital

Art. 4. Share capital.

4.1 The Company's subscribed share capital is fixed at EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred Euro) represented by 500 (five hundred) shares having a nominal value of EUR 25.- (twenty five Euro) per share.

4.2 The Company's authorised share capital is set at EUR 50,000,000.- (fifty million Euro).

The Board of Managers is authorised to issue 1,999,500 (one million nine hundred ninety nine thousand five hundred) shares and is therefore authorised to bring the subscribed share capital of the Company from its current amount to an amount of EUR 50,000,000.- (fifty million Euro), it being the limit of the authorised share capital.

The Board of Managers is instructed to render effective such increase of the share capital under the authorised capital, in whole or in part, from time to time, for any authorised shares which have not yet been subscribed.

The Board of Managers will decide to issue shares with or without premium, to be paid up in cash, by contribution in kind, by conversion of claims or in any other way, and will accept subscriptions for such shares.

Each time Board of Managers will act, or will be required to act, to render effective the increase of capital, as authorised, this article 4 will be amended so as to reflect the result of such action. The Board of Managers will take or authorise any person to take any necessary steps for the purpose of obtaining execution and publication of such amendment.

Art. 5. Profit sharing. Each share entitles the owner thereof to the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 6. Transfer of shares. In case of plurality of shareholders, the transfer of shares inter vivos to third parties must be authorized by the general meeting of the shareholders who represent at least three-quarters of the paid-in capital of the Company. No such authorization is required for a transfer of shares among the shareholders.

The transfer of shares mortis causa to third parties must be accepted by the shareholders who represent three-quarters of the rights belonging to the survivors.

Art. 7. Redemption of shares. The Company shall have power to acquire shares in its own capital provided that the Company has sufficient distributable reserves to that effect.

The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the general meeting of the shareholder(s). The quorum and majority requirements applicable for amendments to the Articles shall apply.

Chapter III. - Management

Art. 8. Management - Board of Managers.

8.1 The Company is managed by one or more manager(s), appointed by the general meeting of the shareholder(s) which shall decide on the remuneration and the terms and conditions of appointment of each manager. In case of plurality of managers, they shall constitute a board of managers (the Board of Managers). The manager(s) need not be shareholder. The general meeting of the shareholder(s) may at any time and without cause (ad nutum) revoke and replace any manager (s).

Any reference to the Board of Managers in the Articles shall be a reference to the sole manager of the Company as long as the Company only has one manager.

8.2 The Board of Managers may appoint from among its members a chairman (the Chairman).

The Chairman, if any is appointed, will preside at all general meetings of the shareholder(s) and of the Board of Managers. In case of absence of the Chairman, the general meeting of the shareholder(s) or, as the case may be, the Board of Managers will appoint another person as chairman pro tempore by vote of the majority in number present in person or by proxy at the relevant meeting.

8.3 Meetings of the Board of Managers are convened by the Chairman or by any other two members of the Board of Managers.

The managers will be convened separately to each meeting of the Board of Managers. Except in cases of urgency which will be specified in the convening notice or with the prior consent of all those entitled to attend, at least a two days' written notice of Board of Managers' meetings shall be given.

The meeting will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented.

The meetings are held at the place, the day and the hour specified in the convening notice. Meetings are held, as a rule, in the city of Luxembourg.

The notice may be waived by the consent in writing or by telefax or telegram or telex or e-mail transmission of each manager. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

8.4 Any manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by telefax or telegram or telex or e-mail transmission another manager as his proxy.

A manager may represent more than one of his colleagues at a meeting of the Board of Managers.

8.5 A manager may participate in any meeting of the Board of Managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. Any participation to a conference call initiated and chaired by a Luxembourg resident manager is equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting held in such form is deemed to be held in Luxembourg.

8.6 The Board of Managers can validly debate and take decisions only if the majority of its members are present or represented.

8.7 Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a duly convened and held meeting. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, telefax, telex or e-mail. A meeting held by way of circular resolution will be deemed to be held in Luxembourg.

8.8 In dealing with third parties, the Board of Managers shall have the powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and sanction acts and operations consistent with the Company's objects and further provided the terms of this article 8 shall be complied with.

8.9 All powers not expressly reserved by law or by the Articles to the general meeting of the shareholder(s) fall within the scope of the competence of the Board of Managers. In case the Company only has one manager the Company shall be bound by the sole signature of the sole manager, and in case of plurality of managers the Company shall be bound by the sole signature of any member of the Board of Managers. The general meeting of the shareholder(s) may appoint from among the members of the Board of Managers one or several general managers who may be granted the powers to bind the Company by their respective sole signature, provided they act within the powers vested in the Board of Managers.

8.10 The Board of Managers may delegate part of its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents (either members of the Board of Managers or not) and may revoke such appointments at any time.

The Board of Managers will determine the agent(s)' responsibilities and his/their remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency.

8.11 The decisions of the Board of Managers will be recorded in minutes to be inserted in a special register and signed by the Chairman (or the chairman pro tempore as the case may be), by the Secretary or by any two members of the Board of Managers. Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the Chairman (or the chairman pro tempore as the case may be), by the Secretary or by any two members of the Board of Managers.

8.12 The effective place of management shall be Luxembourg. All management activities shall, as a rule, be carried out in or from Luxembourg.

Art. 9. Liability of the manager(s). The manager(s) assume(s), by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, so long as such commitment is in compliance with the Articles as well as the applicable provisions of the Law.

Chapter IV. - Secretary

Art. 10. Appointment of a secretary. The Board of Managers may appoint a secretary, either a manager or not, who shall be in charge of keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers (the Secretary).

The Secretary, if any is appointed, shall have the responsibility to act as clerk of the meetings of the Board of Managers and, to the extent practical, of the general meetings of the shareholder(s), and to keep the records and the minutes of the Board of Managers and of the general meetings of the shareholder(s) and their transactions in a book to be kept for that purpose, and he shall perform like duties for all committees of the Board of Managers, if any, when required. He shall have the possibility to delegate his powers to one or several persons provided he shall remain responsible for the tasks so delegated.

The Secretary shall have the power and authority, which shall be provided only by the Board of Managers, to issue certificates and extracts on behalf of the Company to be produced in court or, more generally, vis-à-vis any third parties and to be used as official documents.

Chapter V. - General meetings of shareholder(s)

Art. 11. Annual and extraordinary general meetings of the shareholder(s). An annual general meeting of the shareholder(s) shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting.

Other general meetings of the shareholder(s) may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 12. Shareholder(s)' voting rights. Each shareholder may participate in general meeting of the shareholder(s) ir-respective of the number of shares which he owns.

Each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding.

Each shareholder may appoint by proxy a representative who need not be a shareholder to represent him at any general meeting of the shareholder(s).

Art. 13. Quorum - Majority. Resolutions of the general meeting of the shareholder(s) are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders owning more than half of the Company's share capital.

However, resolutions to amend the Articles, to dissolve or liquidate and to merge the Company may only be carried out by a majority in number of shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

As long as the Company has no more than 25 shareholders, resolutions of shareholder(s) can, instead of being passed at general meetings, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing (such vote to be evidenced by letter or telefax or telegram or telex or e-mail transmission).

Chapter VI. - Financial year - Financial statements - Profit sharing

Art. 14. Financial year. The financial year of the corporation shall begin on the first of October of each year and shall terminate on the thirtieth of September of the following year. The financial year of 2014 shall begin on 1 January 2014 and shall end on 30 September 2014.

Art. 15. Financial statements. Each year the books are closed and the Board of Managers prepares the financial statements of the Company (including a balance sheet, a profit and loss accounts and the notes to the annual accounts) in accordance with the relevant Luxembourg legal provisions.

Art. 16. Inspection of documents. Each shareholder may inspect the above financial statements at the Company's registered office.

Art. 17. Appropriation of profits - Reserves. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is set aside for the establishment of a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance may be distributed to the shareholder(s) commensurate to their shareholding in the Company.

The general meeting of the shareholder(s) shall have power to make payable one or more interim dividends.

Chapter VII. - Dissolution - Liquidation

Art. 18. Dissolution. The insolvency or bankruptcy or any other similar procedure of the shareholder(s) will not cause the dissolution of the Company. The shareholder(s) must agree, in accordance with paragraph 2 of article 13 of the Articles, to the dissolution and the liquidation of the Company as well as the terms thereof.

Art. 19. Liquidation. At the time of the dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidator(s), whether shareholder(s) or not, appointed by the general meeting of the shareholder(s) who will determine its/their powers and remuneration.

Chapter VIII. - Audit

Art. 20. Statutory Auditor - External Auditor. In accordance with article 200 of the Law, the Company must appoint a statutory auditor (commissaire aux comptes) only when it has more than 25 shareholders. An external auditor (réviseur d'entreprises agréée) must be appointed whenever the exemption provided for by articles 69 and 35 of the law of 19 December 2002 concerning the trade and companies register and the bookkeeping and the annual accounts of the companies does not apply.

Chapter IX. - Governing law

Art. 21. Reference to legal provisions. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in the Articles."

There being no further business, the meeting was closed.

Costs

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed at one thousand euro (EUR 1,000).

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the members of the bureau, this deed is worded in English followed by a German translation. On request of the members of the bureau and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

Whereof this deed was drawn up in Luxembourg on the date set at the beginning of this deed.

This deed having been read to the members of the bureau, all known to the notary by first and surname, civil status and residence, they signed together with the notary the present deed.

Follows the german version

Im Jahre zweitausendundvierzehn, den siebzehnten Januar.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul Decker, mit dem Amtswohnsitz in Luxemburg, sind die Gesellschafter der Gesellschaft mit beschränkter Haftung EAGLE 1 S. à r.l., mit Sitz in 35, avenue Monterey, L-2163, Luxemburg, zu einer außerordentlichen Generalversammlung zusammengetreten.

Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung EAGLE 1 S. à r.l. wurde gegründet gemäß notarieller Urkunde des Notars Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, vom 18. April 2007, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1171, vom 15. Juni 2007 (die „Gesellschaft“). Die Satzung wurde zuletzt abgeändert gemäß notarieller Urkunde des Notars Martine SCHAEFFER, mit Amtssitz in Remich, vom 11. Mai 2007, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1455, vom 14. July 2007.

Die Versammlung wird unter dem Vorsitz von Dame Diana Hoffmann, Privatbeamtin, mit Geschäftsanschrift in L-2740 Luxemburg, eröffnet.

Der Vorsitzende beruft zum Schriftführer Dame Diana Hoffmann, Privatbeamtin, mit Geschäftsanschrift in L-2740 Luxemburg.

Die Versammlung wählt zum Stimmzähler Dame Géraldine Nucera, Privatbeamtin, mit Geschäftsanschrift in L-2740 Luxemburg.

Der Vorsitzende erklärt und ersucht den Notar zu diesem Zustand:

I) Es folgt aus der Anwesenheitsliste, vorbereitet bei und von den Mitgliedern des Präsidiums zertifiziert, dass alle Gesellschafter der Gesellschaft ordnungsgemäß in dieser Versammlung vertreten sind.

II) Die Gesellschafter bestätigen durch ihren Bevollmächtigten, dass sie die Kenntnis der Tagesordnung der Sitzung haben und der Bevollmächtigte verzichtet, im Namen und für Rechnung Gesellschafter, auf die Einberufungsformalitäten. In Anbetracht der obigen dürfen die Gesellschafter, durch ihren Bevollmächtigten, alle Beschlüsse fassen, die in Bezug auf ihre Anteile an allen Punkten der Tagesordnung erwähnt sind.

Die Anwesenheitsliste, die von dem Bevollmächtigten der Gesellschafter und der Mitgliedern des Präsidiums unterzeichneten wurde, ist zusammen mit den Vollmachten bezüglich der gegenwärtigen Urkunde vorgelegt, und wird zur gleichen Zeit den zuständigen Behörden eingereicht.

Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

Tagesordnung

1. Änderung des Sitzes der Gesellschaft.
2. Rücktritt des alleinigen Geschäftsführers und die Ernennung der neuen Geschäftsführer der Gesellschaft.
3. Änderung des Geschäftsjahres der Gesellschaft.
4. Neuformulierung der Satzung.

Die Versammlung hat die folgenden Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Es wird die Änderung des Sitzes der Gesellschaft von der Adresse L-2163 Luxembourg, 35, Avenue Monterey auf der Adresse L-1661 Luxembourg, 31, Grand Rue, mit Wirkung von heute beschlossen.

Es wurde festgestellt, dass die aktuelle Version der Satzung nicht Artikel 3 enthält, der daher wieder eingesetzt werden sollte:

„ Art. 3. Sitz.

- 3.1 Der Sitz der Gesellschaft befindet sich im Großherzogtum Luxemburg.
- 3.2 Er kann innerhalb der des Großherzogtums Luxemburg durch Entscheidung der außerordentlichen Gesellschafterversammlung verlegt werden.
- 3.3 Filialen oder Dienststellen der Gesellschaft dürfen entweder in Luxemburg oder im Ausland gegründet werden.“

Zweiter Beschluss

Die Gesellschafter bestätigen den Rücktritt von Herrn Stéphane Weyders als Geschäftsführer der Gesellschaft, mit Wirksamkeit von heute.

Als Geschäftsführer (gérants) der Gesellschaft für eine unbestimmte Dauer werden folgende Personen ernannt, mit Wirksamkeit von heute:

- a) Pascal Bruzesse, Geschäftsführer, geboren am 7. April 1966 in Esch sur Alzette (Luxemburg), mit beruflicher Adresse in 48, rue d'Eich L-1460 Luxemburg;
- b) Milène Margarida Belém Rolo, Geschäftsführer, geboren am 13. August 1985 in Samuel/Soure (Portugal), mit beruflicher Adresse in 48, rue d'Eich L-1460 Luxemburg.
- c) Sylvain Kirsch, Geschäftsführer, geboren am 8 April 1956 in Luxemburg. (Luxemburg), mit beruflicher Adresse in 48, rue d'Eich L-1460 Luxemburg.
- d) Fabien Wannier, Geschäftsführer, geboren am 18. Juli 1977 in Bern (Schweiz) mit beruflicher Adresse in Downtown Dubai, P.O. Box 123234, Apt nr. 2008, Dubai, Vereinigte Arabische Emirate.

Dritter Beschluss

Es wird hiermit weiter beschlossen, der Artikel 14 (Geschäftsjahr) der Satzung der Gesellschaft abzuändern, so dass der Artikel 14 wie folgt lautet:

„Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Oktober und endet am dreißigsten September eines jeden Jahres. Im Jahr 2014 beginnt das Geschäftsjahr am 1. Januar 2014 und endet am 30. September 2014.“

Vierter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen, die Satzung der Gesellschaft neu zu formulieren, um dem Vorstehenden Rechnung zu tragen und die deutsche Übersetzung der Satzung der Gesellschaft entsprechend einzuführen. Die Satzung der Gesellschaft wird künftig wie folgt lauten:

„Titel I. Form, Bezeichnung, Dauer, Sitz

Art. 1. Form und Bezeichnung. Es wird hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet (société à responsabilité limitée), die die Bezeichnung Eagle 1 S.à r.l. führen wird, welche dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, wie abgeändert (das „Gesetz“), sowie dieser Satzung (die „Satzung“), unterliegt.

Die Gesellschaft ist auf unbeschränkte Dauer gegründet.

Art. 2. Zweck. Zweck der Gesellschaft ist:

- der Erwerb von Beteiligungen, in welcher Form in anderen Luxemburger oder ausländischen Gesellschaften, sowie die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung dieser Beteiligungen;
- der Erwerb, die Entwicklung, Förderung, Verwaltung, Pacht und/oder Verkauf von Immobilienvermögen, direkt oder indirekt, entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland sowie alle Aktivitäten, welche im Zusammenhang mit Immobilieninvestitionen stehen, inklusive aber nicht beschränkt auf die Aktivitäten als Treuhänder für Immobilienvermögen aufzutreten;
- das Erstellen, die Verwaltung, Entwicklung und Veräußerung von einem Wertpapierportfolio und Rechten am geistigen Eigentum (inklusive aber nicht beschränkt auf Patente und Handelsmarken) jedweder Herkunft; der Erwerb von Wandschuldverschreibungen und anderer Schuldverschreibungen und Patente, als Investition, Zeichnung, Festübernahme oder Optionsschein, und diese durch Verkauf, Übertragung, Tausch oder auf andere Weise zu veräußern;
- Garantien und Sicherheit an Dritte ausstellen, um die Verpflichtung und die Verpflichtungen von direkt oder indirekt verbundenen Unternehmen der Gesellschaft oder Gesellschaften desselben Konzerns zu besichern, sowie die Unterstützung ebendieser Gesellschaften, inklusive aber nicht beschränkt auf, die Unterstützung in der Verwaltung und Entwicklung dieser Gesellschaften und deren Portfolios, finanzielle Unterstützung, Darlehen, Vorauszahlungen oder Garantien; Bürgschaften, Schuldübernahme, Hypotheken oder anderweitige Sicherheiten über einige oder alle Aktive begeben;
- alle Maßnahmen zu ergreifen und jede Aktivität auszuüben, inklusive aber nicht beschränkt auf, kommerzielle- und finanzielle-, persönliche- oder Immobilientransaktionen welche sich als notwendig oder nützlich sind, sowie alle Geschäfte im direkten oder indirekten Zusammenhang, welche für das Erreichen des oben beschriebenen Unternehmenszwecks förderlich sind;
- die Aufnahme von Darlehen von den Tochtergesellschaften und/oder verbundenen Unternehmen der Gesellschaft und/oder jeder anderen Person oder Gesellschaft in welcher Form auch immer, sowie die Ausgabe von Obligationen und Schuldverschreibungen.

Art. 3. Sitz.

3.1 Der Sitz der Gesellschaft befindet sich im Großherzogtum Luxemburg.

3.2 Er kann innerhalb der des Großherzogtums Luxemburg durch Entscheidung der außerordentlichen Gesellschafterversammlung verlegt werden.

3.3 Filialen oder Dienststellen der Gesellschaft dürfen entweder in Luxemburg oder im Ausland gegründet werden.

Titel II. Gesellschaftskapital, Anteile

Art. 4. Gesellschaftskapital.

4.1 Das Gesellschaftskapital beträgt ZWÖLFTAUSEND FÜNFHUNDERT EURO (EUR 12.500,-) und ist eingeteilt in FÜNFHUNDERT (500) Anteile mit einem Nominalwert von je FÜNFUNDZWANZIG EURO (EUR 25.-).

4.2 Das autorisierte Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt FÜNFZIG MILLIONEN EURO (EUR 50.000.000.-).

Die Geschäftsführung ist berechtigt, EINE MILLION NEUNHUNDERT NEUNUNDNEUZIG TAUSEND FÜNFHUNDERT (1.999.500) weitere Anteile auszugeben und ist demnach berechtigt das gezeichnete Gesellschaftskapital vom derzeitigen Betrag auf bis zu FÜNFZIG MILLIONEN EURO (EUR 50,000,000) zu erhöhen, was dem maximal autorisierten Gesellschaftskapital entspricht.

Die Geschäftsführung ist dazu angehalten, solche Gesellschaftskapitalerhöhung laut der Bestimmungen für das autorisierte Gesellschaftskapital rechtswirksam auszuführen, in Ganzem oder zum Teil, von Zeit zu Zeit, in Bezug auf alle Anteile, die noch nicht gezeichnet sind.

Die Geschäftsführung entscheidet über die Ausgabe von Anteilen mit oder ohne Agio, eingezahlt in bar oder durch Sacheinlage, durch Umwandlung von Forderungen oder in jeglicher anderen Form, und willigt die Unterzeichnung von solchen Anteilen ein.

Jedes Mal, als die Geschäftsführung handelt, oder zum Handeln aufgefordert ist, um, laut Ihrer Befugnis, die Wirksamkeit der Kapitalerhöhung zu gewährleisten, wird dieser Artikel 4 abgeändert, um das Ergebnis dieses Handelns wiederzugeben. Die Geschäftsführung wird alle erforderlichen Maßnahmen ergreifen, oder eine Person diesbezüglich bevollmächtigen, für den Zweck der Ausführung und der Veröffentlichung dieser Änderung.

Art. 5. Gewinnverteilung. Jeder Anteil ermöglicht die Teilnahme an das Gesellschaftsvermögen und Gewinne auf pro-rata Basis.

Art. 6. Übertragung von Anteilen. Bei mehreren Gesellschaftern kann die Übertragung von Anteilen inter vivos an Nichtgesellschafter kann nur nach vorheriger Zustimmung von Gesellschaftern, welche mindestens drei Viertel (3/4) des Kapitals vertreten, erfolgen. Für die Übertragung von Anteilen unter Gesellschaftern ist eine solche Genehmigung nicht erforderlich.

Die Übertragung von Anteilen mortis causa an Dritte muss von den Anteilseignern akzeptiert werden, welche drei Viertel der den Überlebenden zustehenden Rechte vertreten.

Art. 7. Rücknahme von Anteilen. Die Gesellschaft kann die eigenen Anteile zurücknehmen, vorausgesetzt dass die Gesellschaft über ausreichend ausschüttbare Reserven verfügt.

Die Rücknahme und der Verkauf der eigenen Anteile durch die Gesellschaft erfolgt nach Beschluss und nach den von der Gesellschafterversammlung aufgestellten Bedingungen. Das dafür notwendige quorum bzw. Mehrheitserfordernis entspricht jenem, das für die Abänderung der vorliegenden Artikel notwendig ist.

Titel III. Verwaltung

Art. 8. Verwaltung - Geschäftsführung.

8.1 Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern, welche vom Alleingesellschafter oder den Gesellschaftern gewählt werden, je nach dem Fall, verwaltet. Die Gesellschafter bestimmen die Modalitäten und Vergütung der Geschäftsführer sowie über deren Bestellung. Im Falle von mehreren Geschäftsführern bilden diese einen Verwaltungsrat (der „Verwaltungsrat“). Die Geschäftsführer müssen nicht zwingend Gesellschafter werden. Jeder Geschäftsführer kann ohne Angabe von Gründen, ad nutum, abgewählt werden, durch eine Entscheidung des Alleingesellschafter oder der Generalversammlung der Gesellschafter.

Jedweder Verweis auf den Verwaltungsrat in den Statuten bezieht sich auf den Alleingeschäftsführer, solange die Gesellschaft nur über einen Geschäftsführer verfügt.

8.2 Der Verwaltungsrat kann aus seiner Mitte einen Verwaltungsratsvorsitzenden (der „Vorsitzende“) bestellen.

Der Vorsitzende, sofern ein solcher bestellt wurde, wird alles Gesellschafterversammlungen und Verwaltungsratsversammlungen vorsitzen. Im Falle der Abwesenheit des Vorsitzenden wird die Gesellschafterversammlung beziehungsweise die Verwaltungsratsversammlung eine andere Person als Vorsitzenden pro tempore wählen, und dies durch einfache Mehrheit der anwesenden oder durch Vollmacht vertretenen Personen in der jeweiligen Versammlung.

8.3 Verwaltungsratsversammlungen können entweder durch den Vorsitzenden oder durch zwei andere Mitglieder des Verwaltungsrates einberufen werden.

Die Geschäftsführer werden für jede Verwaltungsratsversammlung separat einberufen. Ausgenommen in Dringlichkeitsfällen, welche in der Mitteilung angegeben werden oder bei Zustimmung aller zur Sitzung zugelassenen Personen, kann eine Verwaltungsratsversammlung frühestens zwei Tage nach der Mitteilung stattfinden.

Die Versammlung kann ohne Mitteilung stattfinden, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder ordnungsgemäß vertreten sind.

Die Versammlungen werden am Ort, am Tag und zu jener Uhrzeit abgehalten, wie in der Einberufung angegeben. Die Versammlungen werden, in der Regel, in Luxemburg-Stadt abgehalten.

Auf die Mitteilung kann durch die schriftliche Zustimmung oder per Fax oder Telegramm oder Telex oder E-Mail gegebene Zustimmung für jeden Geschäftsführer verzichtet werden. Keine gesonderte Mitteilung ist nötig für Versammlungen welche in der Zeit und am Ort stattfinden, die vorher durch einen Beschluss des Verwaltungsrates verabschiedet wurden.

8.4 Jeder Geschäftsführer kann für jede Sitzung des Verwaltungsrates einen anderen Geschäftsführer als seinen Stellvertreter entweder schriftlich oder per Telefax oder per Telex oder per E-Mail bestimmen.

Ein Geschäftsführer kann mehr als einen von seinem Co-Geschäftsführer bei einer Versammlung vertreten.

8.5 Jeder Geschäftsführer kann an jeder Geschäftsführerversammlung per Telefonkonferenz oder durch andere ähnliche Kommunikationsmittel, teilnehmen, die allen Personen erlauben, die an der Sitzung teilnehmen, sich gegenseitig zu hören und voneinander gehört zu werden. Die Teilnahme an einer Sitzung in dieser Weise, die durch einen in Luxemburg anwesenden Geschäftsführer einberufen und geleitet wird, entspricht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung.

8.6 Die Geschäftsführerversammlung ist beschlussfähig bei einer Sitzung, wenn mindestens eine Mehrheit der Geschäftsführer anwesend oder vertreten ist.

8.7 Umlaufbeschlüsse die von allen Geschäftsführern unterzeichnet wurden sind zulässig und bindend, als ob diese bei einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Versammlung getroffen wurden. Diese Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder auf einer Vielzahl von gleichlautenden Kopien erfolgen, welche durch Brief, Telefax, Telex oder E-Mail bescheinigt werden. Eine durch Umlaufbeschluss gehaltene Versammlung wird als in Luxemburg gehaltene Versammlung angesehen.

8.8 In Bezug auf Dritte hat der Verwaltungsrat die Befugnisse unter allen Umständen im Namen der Gesellschaft zu handeln, und alle Handlungen und Genehmigungen durchzuführen, welche im Einklang mit dem Zweck der Gesellschaft und den in Artikel 8 genannten Bestimmung stehen.

8.9 Alle Zuständigkeiten, die nicht ausdrücklich durch Gesetz oder durch die vorliegende Satzung zu dem Beschluss der Alleingesellschafter oder der Gesellschafter vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates. Für den Fall dass die Gesellschaft nur einen Geschäftsführer hat, so ist die Gesellschaft durch alleinige Unterschrift des Geschäftsführers gebunden. Bei mehreren Geschäftsführern ist die Gesellschaft durch alleinige Unterschrift eines einzelnen Mitgeschäftsführers gebunden. Die Gesellschafterversammlung kann aus der Mitte des Verwaltungsrates einen oder mehrere Geschäftsführer ernennen, durch deren alleinige Unterschrift die Gesellschaft gebunden ist, solange diese die dem Verwaltungsrat übertragenen Rechte nicht überschreiten.

8.10 Der Verwaltungsrat kann für bestimmte Zwecke Teile seiner Befugnisse auf einen oder mehrere ad hoc Bevollmächtigte (entweder Mitglieder des Verwaltungsrates, jedoch nicht zwingend) übertragen und die Vollmacht jederzeit widerrufen.

Der Verwaltungsrat beschließt über die Verantwortlichkeit und des/der Bevollmächtigten und über dessen Vergütung (wenn überhaupt), über die Dauer der Vertretungsbefugnis und alle anderen relevanten Bestimmungen der Bevollmächtigung.

8.11 Die Beschlüsse des Verwaltungsrates wird in Protokollen festgehalten, welchen in einem speziellen Register eingefügt werden und welche vom Vorsitzenden (oder vom Vorsitzenden pro tempore je nach Fall), vom Protokollführer oder gemeinsam durch zwei Mitglieder des Verwaltungsrates unterzeichnet werden. Eventuell erteilte Vollmachten werden dem Protokoll angefügt.

Die Kopien oder Auszüge der Protokolle, die in Gerichtsverfahren oder auf andere Weise hergestellt werden, werden vom Vorsitzenden (oder vom Vorsitzenden pro tempore je nach Fall), vom Protokollführer oder gemeinsam durch zwei Mitglieder des Verwaltungsrates unterzeichnet.

8.12 Der Ort der tatsächlichen Geschäftsleitung ist in Luxemburg. Alle Verwaltungsakte werden, in der Regel, in oder aus Luxemburg durchgeführt.

Art. 9. Haftung des / der Geschäftsführer. Jeder Geschäftsführer hat keine persönliche Haftung, aufgrund seines Mandates, in Bezug auf eine Verpflichtung, die er rechtsgültig im Namen der Gesellschaft festgelegt hat, unter der Voraussetzung, dass diese Verpflichtung die Satzung und das Gesetz befolgt.

Titel IV. Sekretär

Art. 10. Bestellung eines Sekretärs. Der Verwaltungsrat kann einen Sekretär bestellen, der Geschäftsführer sein kann oder nicht, welcher für die Verwahrung der Protokolle der Verwaltungsratsversammlungen verantwortlich ist (der „Sekretär“).

Der Sekretär, sofern ein solcher bestellt ist, ist als Protokollführer der Geschäftsführerversammlungen bestellt und, soweit möglich, der Versammlung des alleinigen Gesellschafters oder der Gesellschafter, und hat die Unterlagen und Protokolle der Verwaltungsratsversammlungen beziehungsweise der Gesellschafterversammlungen in einem eigens dafür erstellten Register zu verwahren, und er übernimmt ähnlich Aufgaben, sofern erforderlich, für sämtliche übrigen Ausschüsse des Verwaltungsrates.

Der Sekretär hat die Befugnis und die Kompetenz, welche ihm einzig durch den Verwaltungsrat übertragen wurde, Zertifikate und Auszüge im Namen der Gesellschaft auszustellen, welche vor Gerichten oder, generell, gegenüber Dritten vorgebracht werden und als offizielle Dokumente der Gesellschaft gelten.

Titel V. Gesellschafterversammlung

Art. 11. Ordentliche und außerordentliche Gesellschafterversammlung. Eine jährliche ordentliche Gesellschafterversammlung findet am eingetragenen Sitz der Gesellschaft statt, oder an jedem anderen Ort innerhalb der Gemeinde des eingetragenen Sitzes wie in der Mitteilung der Versammlung erwähnt.

Andere Gesellschafterversammlungen können an Ort und Zeit wie in der Mitteilung der Versammlung erwähnt stattfinden.

Art. 12. Stimmrechte der Gesellschafter. Jeder Gesellschafter kann an der Gesellschafterversammlung teilnehmen, und dies unabhängig von der Anzahl seiner Gesellschaftsanteile.

Jeder Gesellschafter verfügt über Stimmrechte im Verhältnis zu seinen Gesellschaftsanteilen.

Jeder Gesellschaft kann durch Vollmacht einen Vertreter bestellen, welcher nicht Gesellschafter sein muss, um ihn bei der Gesellschafterversammlung zu vertreten.

Art. 13. Quorum - Mehrheit. Beschlüsse der Gesellschafterversammlung besitzen ihre Gültigkeit nur, wenn mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals durch die Gesellschafter vertreten ist.

Beschlüsse, welche die Statuten der Gesellschaft ändert, diese auflösen oder liquidieren und die Gesellschaft fusionieren, bedürfen einer Mehrheit der Gesellschafter, die mindestens drei Vierteln des Gesellschaftskapitals vertreten.

Solange die Gesellschaft über nicht mehr als 25 Gesellschafter verfügt, können Beschlüsse der Gesellschafter schriftlich gefasst werden und bedürfen keiner Gesellschafterversammlung. In diesem Falle erhält jeder Gesellschafter einen Entwurf der zu fassenden Beschlüsse, und kann schriftlich (per Brief, Telefax, Telegramm, Telex oder E-Mail) abstimmen.

Titel VI. Geschäftsjahr, Jahresabschluss, Wirtschaftsprüfer, Gewinnverteilung

Art. 14. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Oktober und endet am dreißigsten September eines jeden Jahres. Im Jahr 2014 beginnt das Geschäftsjahr am 1. Januar 2014 und endet am 30. September 2014.

Art. 15. Jahresabschluss. Jedes Jahr, mit Hinweis auf das Ende des Geschäftsjahres der Gesellschaft, werden ein Inventar der Aktiva und Verpflichtungen der Gesellschaft erstellt, und der Geschäftsführer oder die Geschäftsführer bereiten einen Jahresabschluss (bestehend aus Bilanz, Gewinn- und Verlustrechnung sowie Erläuterungen zum Jahresabschluss) vor, in Beachtung der in Luxemburg geltenden rechtlichen Bestimmungen.

Art. 16. Einsichtnahme in die Dokumente. Jeder Gesellschafter kann Einsicht in den genannten Jahresabschluss am Sitz der Gesellschaft verlangen.

Art. 17. Gewinnverwendung - Reserven. Jedes Jahr werden fünf Prozent (5%) des Nettogewinns dem gesetzlichen Reservefonds zugeführt, bis dieser Reservefonds zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals umfasst.

Der verbleibende Betrag kann an die Gesellschafter ausgeschüttet werden, je nach Beteiligung an der Gesellschaft.

Die Gesellschafterversammlung kann die Zahlung einer oder mehrerer Abschlagsdividenden beschließen.

Titel VII. Auflösung, Liquidation

Art. 18. Auflösung. Die Insolvenz oder der Bankrott oder jedes ähnliche Verfahren der Gesellschafter führt nicht zur Auflösung der Gesellschaft. Die Gesellschafter müssen, im Einklang mit Paragraph 2 des Artikels 13 der Statuten, einer Auflösung und der Liquidation der Gesellschaft sowie der anwendbaren Bestimmungen zustimmen.

Art. 19. Liquidation. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidator(en) ausgeführt, welche(r) kein(e) Gesellschafter sein muss/müssen und der/die von den Gesellschaftern ernannt wird/werden, die wiederum seine Befugnisse und seine Vergütung festlegen.

Titel VIII. Wirtschaftsprüfer

Art. 20. Abschlussprüfer - Externer Wirtschaftsprüfer. Im Einklang mit Artikel 200 des Gesetzes muss die Gesellschaft lediglich dann einen Abschlussprüfer (commissaire aux comptes) bestellen, wenn die Gesellschaft mehr als 25 Gesellschafter hat. Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé) muss dann bestellt werden, wenn die Befreiung der Artikel 69 und 35 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 über das Handels- und Gesellschaftsregister sowie die Buchhaltung und Jahresbilanz nicht anwendbar ist.

Titel IX. Anwendbares Recht

Art. 21. Verweis auf die gesetzlichen Bestimmungen. Alles was nicht durch die gegenwärtige Satzung festgelegt ist, unterliegt den gesetzlichen Bestimmungen.“

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung aufgehoben.

Ausgaben

Die Kosten, Ausgaben, Entschädigungen oder ähnliche Gebühren in jeglicher Form, welche von der Gesellschaft als Ergebnis der vorliegenden Urkunde zu tragen sind, werden auf ungefähr Ein Tausend Euro (EUR 1.000) geschätzt.

Der unterzeichnende Notar, welcher die englische Sprache spricht und versteht, bestätigt hiermit, dass auf Anweisung der Mitgliedern des Präsidiums die vorliegende Satzung in englischer Sprache gefolgt von einer deutschen Übersetzung verfasst ist, und dass auf Hinweis denselben Mitgliedern des Präsidiums im Falle von inhaltlichen Unterschieden zwischen den sprachlichen Versionen, die englische Version entscheidend sein soll.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxembourg, Datum wie am Anfang dieser Urkunde erwähnt.

Nachdem diese Urkunde den Mitgliedern des Präsidiums, welche dem unterzeichneten Notar durch Name, Nachname, Familienstand und Anschrift bekannt sind, vorgelesen wurde, haben sie zusammen mit dem Notar diese Urkunde unterzeichnet.

Signé: G. NUCERA, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 janvier 2014. Relation: LAC/2014/2944. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivrée au Registre de commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 03 février 2014.

Référence de publication: 2014020136/538.

(140023324) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2014.

LOG 2 GO SA Logistic Solutions, Société Anonyme.

Siège social: L-4751 Pétange, 161, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 83.197.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

EASIT SA

Signature

Référence de publication: 2014021612/12.

(140026120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

Ledcol S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4450 Belvaux, 6, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 111.390.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Certifié sincère et conforme

Pour LEDCOL S.à r.l.

Fideco S.A.

Référence de publication: 2014021605/12.

(140026144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

Nouvelle TEC-Inter S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 76, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 39.027.

Les comptes annuels au 31 décembre 2003 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 février 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014021660/10.

(140025770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

Nouvelle TEC-Inter S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 76, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 39.027.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 février 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014021655/10.

(140025765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

Nabben Development S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 104.309.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 février 2014.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Gérant / Mandataire

Référence de publication: 2014021651/14.

(140025303) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

Freo Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 184.040.

—
STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the twenty-first of January.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.(

THERE APPEARED:

FREO Group S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 6D, Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B. 181015,

here represented by Mr Gianpiero SADDI, private employee, with professional address in L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, by virtue of a proxy given in Senningerberg on January 21st, 2014.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the mandatory and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated herein-above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There is formed a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") under the name "Freo Invest S.à r.l." (hereafter the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated August 10th, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in the municipality of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which shall be adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Subsidiaries, branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers of the Company. In the event that the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1 The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such equity stake. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other way any stock, shares and other securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated

companies and/or any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or the obligations and undertakings of any other company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company shall not carry out any regulated activities of the financial sector.

3.3. The purpose of the Company includes in particular the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of immovable properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad as well as all operations relating to immovable properties, including the direct or indirect holding of equities in Luxembourg or foreign companies, having as principal object the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of immovable properties.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial activities which it may deem useful in accomplishment of its purpose.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand six hundred euro (EUR 12,600) represented by twelve thousand six hundred (12,600) shares in registered form with a par value of one euro (EUR 1) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced on one or more occasions by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2. The Company's shares are indivisible as only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative in their dealings with the Company.

6.3. Shares are freely transferable among shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties.

If the Company has more than one shareholder, the transfer of shares to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4. Prior to the transfer of all or part of his shares, any partner must notify such transfer to the Company. The general meeting of partners may resolve that all or part of the offered shares shall be assigned, according to the terms and conditions set for the proposed transfer:

- a) to the Company, within the limits set forth by the law,
- b) to other partner(s), or
- c) to a designated third party

6.5. Shareholder may request the Company to redeem all or part of his shares. Any redemption request from a partner shall be submitted to the prior approval of the general meeting of partners which may resolve that all or part of such shares shall be assigned:

- a) to the Company, within the limits set forth by the law,
- b) to other shareholder(s), or
- c) to a designated third party.

6.6. All or part of the shares of a shareholder may have to be redeemed by the company if such shares have been transferred in violation of clause 6.3 or 6.4 above.

6.7. All and any shares redeemed in accordance with clause 6.5 or 6.6 above shall be cancelled forthwith and all rights attached thereto shall be extinguished.

6.8. A share register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.9. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of managers.

7.1. The Company is managed by a board of managers composed of one or more managers appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which set the term of their office. If there are more managers they are classified into class A managers and class B managers. The manager(s) do not need to be shareholder(s).

7.2. The managers, and each of them, may be dismissed ad nutum (without any reason).

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either shareholders or not, by the manager, or if there is more than one manager, by any manager of category A and any category B manager acting jointly.

Art. 9. Procedure.

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon the call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in the case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, or by facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager of the Company may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager of the Company as his proxy.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting. Notwithstanding the previous sentence, all managers shall be physically present in Luxembourg in order to attend a meeting of the board of managers at least once a year.

9.7. In lieu of a meeting of the managers, circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 10. Representation. The Company shall be bound towards third parties in all matters or by the sole signature of the sole manager or in case of plurality of managers, by the joint signatures of any category A manager and any category B manager or by the single or joint signature(s) of any person(s) to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles

Art. 11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of shareholders

Art. 12. Powers and voting rights.

12.1. The single shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

12.2. Each shareholder has voting rights commensurate with its shareholding.

12.3. Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

Art. 13. Form - Quorum - Majority.

13.1. If there are not more than twenty-five (25) shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all shareholders in writing, whether in original or by facsimile or e-

mail. The shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

13.3. Notwithstanding article 13.2 of these Articles, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 14. Accounting Year.

14.1. The accounting year of the Company shall begin on the first day of January of each year and end on the thirty-first day of December.

14.2. Each year, with reference to the end of the Company's year, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising all of the Company's commitments and the indebtedness of the managers, the statutory auditor(s) (if applicable) and shareholders to the Company.

14.3. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Allocation of Profits.

15.1. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses, represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2. The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

15.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- (i) a statement of accounts or an inventory or report is established by the board of managers;
- (ii) this statement of accounts, inventory or report shows that sufficient funds are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the prior financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and amounts to be allocated to the statutory reserve;
- (iii) the decision to pay interim dividends is taken by the sole shareholder or the general meeting of shareholders; and
- (iv) assurance has been obtained that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1 In the event of the dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided in the resolution of the shareholder(s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholder or, in the case of multiple shareholders, to the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder of the Company.

VII. General provision

17. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31 December 2014.

Subscription - Payment

Thereupon, FREO Group S.à r.l., named and represented as stated above, declares to subscribe for twelve thousand six hundred (12,600) shares in registered form, each with a par value of one euro (EUR 1), and to fully pay for such shares by way of a contribution in cash amounting to twelve thousand six hundred euro (EUR 12,600), so that such amount of twelve thousand six hundred euro (EUR 12,600) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred euro (EUR 1,400).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entirety of the subscribed share capital, has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

- Mr Erwan LE BERRE, Managing Director, born on November 17th, 1972 in Bourges, France, with business address at L-2633 Senningerberg, 6d, route de Trèves, manager of the category A; and

- Mr Robert FABER, private employee, born on May 15th, 1964 in Luxembourg, residing professionally at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, manager of the category B.

2. The registered office of the Company is established at 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a German version and in the case of divergence between the English and the German text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn-up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

The German Translation follows

Im Jahre zweitausendundvierzehn, am einundzwanzigsten Januar.

Vor Uns, Maître Martine SCHAEFFER, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg.

IST ERSCHIENEN:

FREO Group S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B. 181015,

hier vertreten durch Herrn Gianpiero SADDI, Angestellter, mit Berufsadresse in L-1750 Luxemburg, 74, avenue Victor Hugo, aufgrund von einer Vollmacht die in Senningerberg, am 21. Januar 2014 ausgestellt wurde.

Diese Vollmacht, nachdem sie vom Bevollmächtigten und dem unterzeichneten Notar "ne varietur" unterzeichnet wurde, bleibt dieser Urkunde zum Zweck der Registrierung beigegeben.

Welcher Komparent, handelnd wir vorstehend, hat den unterzeichneten Notar ersucht, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung ("société à responsabilité limitée"), die hiermit gegründet wird, wie folgt zu dokumentieren:

Bezeichnung - Gesellschaftssitz - Gesellschaftszweck - Dauer

Art. 1. Bezeichnung. Es wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung ("société à responsabilité limitée") unter der Bezeichnung "Freo Invest S.à r.l." (nachstehend die Gesellschaft) gegründet, die der Luxemburger Gesetzgebung unterliegt, insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, wie abgeändert (nachstehend das Gesetz), sowie gegenwärtiger Satzung (nachstehend die Satzung).

Art. 2. Gesellschaftssitz.

2.1. Der Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde Niederanven, im Großherzogtum Luxemburg. Er kann durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft an einen anderen Ort innerhalb der Gemeinde verlegt werden. Des weiteren kann der Sitz durch einen Beschluss des Alleingeschafters oder der Hauptversammlung der Gesellschafter gemäß der Art und Weise, wie sie für Satzungsänderungen vorgesehen ist, an einen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

2.2. Filialen, Zweigniederlassungen und andere Geschäftsräume können entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch einen Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft errichtet werden. Sollte der Verwaltungsrat der Gesellschaft beschließen, dass außergewöhnliche politische oder militärische Entwicklungen oder Ereignisse bestehen oder vorauszusehen sind, und dass diese Entwicklungen oder Ereignisse die normale Geschäftstätigkeit am Sitz der Gesellschaft, oder die Verbindung derselben mit dem Ausland behindern würden oder eine solche Behinderung vorauszusehen ist, kann der Sitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden bis zur vollständigen Wiederherstellung normaler Verhältnisse. Derartige provisorische Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz der provisorischen Sitzverlegung des Gesellschaftssitzes eine Luxemburger Gesellschaft bleibt.

Art. 3. Gesellschaftszweck.

3.1. Der Gegenstand der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen in irgendwelcher Form an Luxemburger oder ausländischen Gesellschaften oder Unternehmen, sowie die Verwaltung solcher Beteiligungen. Insbesondere darf die

Gesellschaft Aktien, Anteile und andere Wertpapiere, Anleihen, Rentenwerte, Geldmarkteinlagen und andere Schuldtitel aller Art durch Zeichnung, Kauf oder Tausch oder sonstwie erwerben, und im Allgemeinen alle Wertschriften und Finanzinstrumente, die von öffentlichen oder privaten Rechtspersonlichkeiten jeder Art ausgegeben werden. Sie kann an der Gründung, Entwicklung, Verwaltung und Aufsicht aller Gesellschaften oder Unternehmen teilnehmen. Des weiteren kann sie in den Erwerb und die Verwaltung eines Bestands von Patenten oder anderen geistigen Eigentumsrechten jeder Art oder jeden Ursprungs investieren.

3.2. Die Gesellschaft kann Darlehen jeder Art aufnehmen, außer auf dem Wege von öffentlichen Angeboten. Sie kann, jedoch nur durch Privatplatzierung, Schuldscheine, Anleihen und Rentenwerte, sowie jede Art von Schuldtiteln und/oder Dividendenpapieren ausgeben. Die Gesellschaft kann Geldmittel verleihen, einschließlich, ohne Begrenzung, die Erlöse aus Kreditverbindlichkeiten und/oder Emissionen von Schuldoder Dividendenpapieren an ihre Zweigunternehmen, angegliederte Gesellschaften und/oder jede andere Gesellschaft. Die Gesellschaft kann in Bezug auf ihr gesamtes oder teilweises Vermögen ebenfalls Sicherheiten leisten; sie kann verpfänden, übertragen, belasten oder sonstwie Sicherheiten bestellen und gewähren, um ihren eigenen Verpflichtungen und Vereinbarungen und/oder den Verpflichtungen und Vereinbarungen jeder anderen Gesellschaft nachzukommen, und sie im Allgemeinen zu eigenem Nutzen und/oder zum Nutzen jeder anderen Gesellschaft oder Person abzusichern. In keinem Fall wird die Gesellschaft regulierten Aktivitäten des Finanzsektors nachgehen.

3.3. Der Zweck der Gesellschaft umfasst insbesondere den Erwerb, die Entwicklung, Förderung, Verkauf, Verwaltung und / oder Vermietung von Immobilien entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland sowie alle Vorgänge im Zusammenhang mit unbeweglichem Vermögen, einschließlich der direkte oder indirekte Beteiligung von Aktien in Luxemburg oder ausländischen Gesellschaften, die als Hauptaufgabe der Erwerb, die Entwicklung, Förderung, Verkauf, Verwaltung und /oder Vermietung von Immobilien.

3.4. Die Gesellschaft darf alle Handels-, Finanz- und Gewerbetätigkeiten, die dazu bestimmt sind, ihren Gesellschaftszweck zu fördern oder die sich auf ihren Gesellschaftszweck beziehen.

Art. 4. Dauer.

4.1. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit gegründet.

4.2. Die Gesellschaft kann nicht aufgelöst werden wegen einem Sterbefall, der Aufhebung von Bürgerrechten, Rechtsunfähigkeit, Insolvenz, Konkurs oder ähnlichen Vorkommnissen, die einen oder mehrere Gesellschafter betreffen.

II. Kapital - Gesellschaftsanteile

Art. 5. Kapital.

5.1. Das Kapital der Gesellschaft ist auf zwölftausendsechshundert Euro (EUR 12.600) festgelegt und besteht aus zwölftausendsechshundert (12.600) Namensanteilen mit einem Nennwert je Gesellschaftsanteil von einem Euro (EUR 1); alle Gesellschaftsanteile sind gezeichnet und voll eingezahlt.

5.2. Das Stammkapital der Gesellschaft kann bei einem oder mehreren Anlässen durch einen Beschluss des Alleingesellschafters oder, gegebenenfalls, durch die Hauptversammlung der Gesellschafter gemäß der Art und Weise, wie sie für Satzungsänderungen vorgesehen ist, erhöht oder vermindert werden.

Art. 6. Gesellschaftsanteile.

6.1. Jeder Gesellschaftsanteil erteilt dem Besitzer ein Anrecht auf einen Bruchteil der gemeinschaftlichen Vermögenswerte und Gewinne der Gesellschaft in unmittelbarem Verhältnis zu der Anzahl der bestehenden Gesellschaftsanteile.

6.2. Die Anteile der Gesellschaft sind unteilbar, da je Gesellschaftsanteil nur ein Besitzer anerkannt wird. Gemeinschaftliche Eigentümer haben eine einzige Person zu ihrem Vertreter für ihre Beziehungen mit der Gesellschaft zu ernennen.

6.3. Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern oder, im Falle eines Alleingesellschafters, an Dritte frei übertragbar. Falls die Gesellschaft mehr als einen Gesellschafter hat, unterliegt die Übertragung von Anteilen an Nicht-Gesellschafter der vorherigen Zustimmung der Hauptversammlung der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des Stammkapitals der Gesellschaft vertreten.

Eine Anteilsübertragung bindet die Gesellschaft oder Dritte nur infolge einer Mitteilung an die, oder einer Billigung seitens der Gesellschaft, gemäß Artikel 1690 des Bürgerlichen Rechts.

Bezüglich aller anderen Angelegenheiten wird auf die Artikel 189 und 190 des Gesetzes hingewiesen.

6.4. Vor der Übertragung der Gesamtheit oder eines Teils seiner Anteile muss jeder Gesellschafter dies der Gesellschaft mitteilen. Die Hauptversammlung der Gesellschafter kann beschließen, dass alle oder ein Teil der angebotenen Aktien zugeteilt werden, gemäß den folgenden Bestimmungen und Bedingungen an,

- a) die Gesellschaft unter Berücksichtigung der Einschränkungen durch das Gesetz
- b) auf andere Gesellschafter oder
- c) an einen bestimmten Dritten

6.5. Der Gesellschafter kann die Rücknahme alle oder einen Teil der seiner Aktien anfragen. Rücknahmeanträge eines Gesellschafters benötigen die Zustimmung der Hauptversammlung der Gesellschafter, diese beschließen, dass alle oder einen Teil der Aktien zugeordnet werden sollen.

- a) an die Gesellschaft, unter Berücksichtigung der Einschränkung durch das Gesetz
- b) auf andere Gesellschafter oder
- c) zu einem bestimmten Dritten

6.6. Alle oder einen Teil der Anteile des Gesellschafters kann von der Gesellschaft zurückgenommen werden, wenn diese Anteile mit Verletzung von Ziffer 6.3 oder 6.4 übertragen wurden.

6.7. Alle Anteile die gemäß Punkt 6.5 oder 6.6 eingelöst wurden können unverzüglich gelöscht werden und alle rechte erlöschen.

6.8. Am Sitz der Gesellschaft wird gemäß den Bestimmungen des Gesetzes ein Anteilsregister aufbewahrt, das von jedem Gesellschafter, der dies verlangt, eingesehen werden kann.

6.9. Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes ihre eigenen Anteile zurückkaufen.

III. Verwaltung - Vertretung

Art. 7. Verwaltungsrat.

7.1. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat geleitet, der aus einem oder mehreren Geschäftsführern zusammengesetzt ist, welche als solche durch einen Beschluss der Gesellschafter, der ihre Amtszeit festlegt, bezeichnet werden. Falls es mehrere Geschäftsführer gibt sind diese eingeteilt in Kategorie A Geschäftsführer und Kategorie B Geschäftsführer.

Der(die) Geschäftsführer muss(en) kein(e) Gesellschafter sein.

7.2. Die Geschäftsführer, und jeder einzelne von ihnen, können ad nutum vom Amt abgesetzt werden (ohne jeden Grund).

Art. 8. Vollmachten des Verwaltungsrates.

8.1. Alle Vollmachten, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die gegenwärtige Satzung der Hauptversammlung der Gesellschafter vorbehalten sind, fallen unter den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates, der alle Befugnisse hat, um alle Handlungen und Tätigkeiten auszuführen und zu bestätigen, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft übereinstimmen.

8.2. Besondere und begrenzte Vollmachten können für bestimmte Angelegenheiten vom alleinigen Geschäftsführer, oder im Falle von mehreren Geschäftsführern, von einem Geschäftsführer der Kategorie A und einem Geschäftsführer der Kategorie B gemeinsam, an einen oder mehrere Vertreter übertragen werden, die keine Gesellschafter zu sein brauchen.

Art. 9. Vorgehensweise.

9.1. Der Verwaltungsrat tritt so oft am Ort, der in den Einberufungsschreiben angegeben ist, zusammen wie die Interessen der Gesellschaft es verlangen, oder auf Einberufung eines Geschäftsführers.

9.2. Schriftliche Mitteilung über jede Verwaltungsratssitzung ergeht mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem Tag der Sitzung an alle Geschäftsführer, außer in einem Notfall, in welchem Fall die Art dieser Umstände im Einberufungsschreiben für die Verwaltungsratssitzung anzugeben ist.

9.3. Ein Einberufungsschreiben ist nicht erforderlich wenn alle Mitglieder des Verwaltungsrates der Gesellschaft in einer Sitzung anwesend oder vertreten sind und erklären, über die Sitzung rechtmäßig informiert worden zu sein und die Tagesordnung zu kennen. Es kann von jedem Mitglied des Verwaltungsrats der Gesellschaft per Brief, Faksimile oder Email auf das Einberufungsschreiben verzichtet werden.

9.4. Jeder Geschäftsführer der Gesellschaft kann an jeder Verwaltungsratssitzung teilnehmen, indem er einen anderen Geschäftsführer der Gesellschaft zu seinem Vertreter bestellt.

9.5. Der Verwaltungsrat kann nur gültig tagen und beschließen, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Die Beschlüsse des Verwaltungsrats werden gültig mit der Mehrheit der Stimmen gefasst. Die Beschlüsse des Verwaltungsrats werden in Protokollen festgehalten, die von allen in der Sitzung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführern unterzeichnet sind.

9.6. Jeder Geschäftsführer kann über Telefon oder Videokonferenz oder durch jedwede andere, ähnliche Kommunikationsmittel an einer Verwaltungsratssitzung teilnehmen, die allen Personen, die an der Sitzung teilnehmen, ermöglichen, einander zu hören und miteinander zu sprechen. Die Teilnahme an einer Sitzung durch diese Mittel ist gleich einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung. Ungeachtet des vorhergehenden Satzes haben alle Geschäftsführer in Luxemburg mindestens einmal jährlich persönlich anwesend zu sein, um an einer Sitzung des Verwaltungsrates teilzunehmen.

9.7. In Dringlichkeitsfällen sind Zirkularbeschlüsse, die von allen Geschäftsführern unterzeichnet sind, ebenso gültig und verbindlich wie Beschlüsse, die in einer ordentlich einberufenen und abgehaltenen Sitzung gefasst wurden. Diese Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Exemplaren eines gleichlautenden Beschlusses geleistet, und schriftlich oder per Faksimile bescheinigt werden.

Art. 10. Vertretung. Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft in allen Angelegenheiten durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder im Fall von mehreren Geschäftsführern durch die gemeinsame Unterschrift eines Geschäftsführers der A Kategorie und eines Geschäftsführers der B Kategorie oder durch die einzelne oder gemeinsame

Unterschrift aller vertretungsbefugten Personen, an die eine solche Zeichnungsvollmacht gemäß Abschnitt 8.2. dieser Satzung gültig übertragen wurde, rechtlich verpflichtet.

Art. 11. Verpflichtung der Geschäftsführer. Die Geschäftsführer sind durch ihr Amt nicht persönlich haftbar für Verpflichtungen, die sie im Namen der Gesellschaft gültig eingegangen sind, unter der Bedingung, dass solche Verpflichtungen in Übereinstimmung mit gegenwärtiger Satzung sowie den anwendbaren Bestimmungen des Gesetzes sind.

IV. Hauptversammlungen der Aktionäre

Art. 12. Vollmachten und Stimmrechte.

12.1. Der Alleingesellschafter übernimmt alle Vollmachten, die vom Gesetz der Hauptversammlung der Gesellschafter übertragen werden.

12.2. Jeder Gesellschafter besitzt Stimmrechte, die im Verhältnis zur Anzahl seiner Anteile stehen.

12.3. Jeder Gesellschafter kann eine natürliche Person oder Rechtspersönlichkeit per Brief, Faksimile oder Email zu seinem Bevollmächtigten bestellen um ihn bei den Hauptversammlungen der Gesellschafter zu vertreten.

Art. 13. Form - Beschlussfähige Anzahl - Mehrheit.

13.1. Falls die Anzahl der Gesellschafter fünfundzwanzig (25) nicht übersteigt, können ihre Entscheidungen durch Zirkularbeschluss gefasst werden, dessen Text schriftlich, sei es im Original oder über Faksimile oder Email, an alle Gesellschafter geschickt wird. Die Gesellschafter geben ihre Stimme durch Unterzeichnung des Zirkularbeschlusses ab. Die Unterschriften der Gesellschafter können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Exemplaren eines gleichlautenden Beschlusses geleistet werden, und per Brief oder per Faksimile bescheinigt werden.

13.2. Kollektivbeschlüsse sind nur gültig, wenn sie von Gesellschaftern gefasst werden, die mehr als die Hälfte des Stammkapitals besitzen.

13.3. Ungeachtet von Artikel 13.2. gegenwärtiger Satzung können Beschlüsse in Bezug auf Abänderungen der Satzung oder in Bezug auf die Auflösung und Liquidation der Gesellschaft nur mit der Stimmenmehrheit der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel (3/4) des Stammkapitals der Gesellschaft besitzen, gefasst werden.

V. Jahresabschluss - Gewinnzuteilung

Art. 14. Geschäftsjahr.

14.1. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt jedes Jahr am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember.

14.2. In Bezug auf das Ende des Geschäftsjahres der Gesellschaft hat der Verwaltungsrat jedes Jahr die Bilanz und die Gewinn- und Verlustkonten der Gesellschaft, sowie das Inventar, einschließlich der Angabe des Wertes der Aktiva und Passiva der Gesellschaft, zu erstellen, mit einem Anhang, der alle Verpflichtungen der Gesellschaft zusammenfasst, und die Verbindlichkeiten der Geschäftsführer, des oder der Rechnungskommissare (falls anwendbar) und der Gesellschafter der Gesellschaft zusammenfasst.

14.3. Jeder Gesellschafter kann das obengenannte Inventar und die Bilanz am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 15. Gewinnverteilung.

15.1. Der in den Jahreskonten aufgeführte Bruttogewinn der Gesellschaft, nach Abzug der Allgemeinkosten, Tilgungen und Kosten, stellt den Nettogewinn dar. Ein Betrag gleich fünf Prozent (5 %) des Nettogewinns der Gesellschaft wird der gesetzlichen Rücklage zugeführt, bis diese zehn Prozent (10 %) des Grundkapitals der Gesellschaft erreicht hat.

15.2. Die Hauptversammlung der Gesellschafter kann nach freiem Ermessen über den Überschuss verfügen. Insbesondere kann sie den Gewinn zu einer Dividendenzahlung freigeben oder sie der Rücklage zuweisen oder auch als Saldo vortragen.

15.3. Jederzeit können Zwischendividenden unter folgenden Bedingungen ausgeschüttet werden:

(i) ein Kontenauszug oder ein Inventar oder Bericht wird vom Verwaltungsrat erstellt;

(ii) dieser Kontenauszug, dieses Inventar oder dieser Bericht zeigen, dass genügend Geldmittel zur Ausschüttung zur Verfügung stehen; wohlverstanden darf der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres realisierten Gewinne, zuzüglich der vorgetragenen Gewinne und der ausschüttbaren Rücklagen, jedoch abzüglich der vorgetragenen Verluste und der Beträge, die der gesetzlichen Rücklage zuzuführen sind, nicht übersteigen;

(iii) die Entscheidung zur Zahlung von Zwischendividenden wird vom einzigen Gesellschafter oder von der Hauptversammlung der Gesellschafter getroffen, und

(iv) eine Zusicherung wurde gegeben, dass die Rechte der Gläubiger der Gesellschaft nicht gefährdet sind.

VI. Auflösung - Liquidation

16.1. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren ausgeführt, die keine Gesellschafter zu sein brauchen, und die durch einen Beschluss des Alleingesellschafters oder der Hauptversammlung der Gesellschafter ernannt werden, die ihre Vollmachten und Vergütung bestimmt. Falls in dem Beschluss des oder der Gesellschafter, oder durch ein Gesetz, nichts Anderes vorgesehen ist, sind die Liquidatoren mit den weitge-

hendsten Vollmachten für die Realisierung der Vermögenswerte und die Zahlung der Verpflichtungen der Gesellschaft versehen.

16.2. Der Überschuss aus der Realisierung der Vermögenswerte und Zahlung der Verpflichtungen der Gesellschaft wird an den Gesellschafter gezahlt oder, im Falle mehrerer Gesellschafter, an die Gesellschafter im Verhältnis zu der Anzahl der Anteile, die sie in der Gesellschaft besitzen.

VII. Allgemeine Bestimmung

17. Es wird auf die Bestimmungen des Gesetzes in Bezug auf alle Angelegenheiten verwiesen, die nicht ausdrücklich in gegenwärtiger Satzung aufgeführt werden.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag dieser Urkunde und endet am 31. Dezember 2014.

Zeichnung - Zahlung

Daraufhin erklärt FREO Group S.à r.l., vorgenannt und vertreten wie vorstehend angegeben, zwölftausendsechshundert (12.600) Gesellschaftsanteile in Namensform zu zeichnen, jede mit einem Nennwert von einem Euro (EUR 1), und diese Gesellschaftsanteile vollständig durch Barzahlung mit einem Betrag von zwölftausendsechshundert Euro (EUR 12.600) einzuzahlen, so dass der genannte Betrag von zwölftausendsechshundert Euro (EUR 12.600) somit zur Verfügung der Gesellschaft steht, wie dem unterzeichneten Notar bescheinigt wurde, der dies ausdrücklich bestätigt.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Gebühren und Auslagen jeder Art, die von der Gesellschaft aus Gründen ihrer Gründung zu tragen sind, werden auf ungefähr eintausendvierhundert Euro (EUR 1.400) geschätzt.

Beschlüsse des Alleingeschäfters

Sofort nach der Gründung der Gesellschaft hat der Alleingeschäfters der Gesellschaft, der das gesamte gezeichnete Stammkapital vertritt, folgende Beschlüsse gefasst:

1. Folgende Personen werden auf unbestimmte Zeit zum Geschäftsführer der Gesellschaft ernannt:

- Herr Erwan LE BERRE, Manager, geboren am 17. November 1972 in Bourges, (Frankreich), geschäftsansässig in L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves, Geschäftsführer der Kategorie A; und
- Herr Robert FABER, Privatangestellter, geboren 15. Mai 1964 in Luxemburg, geschäftsansässig in L-1511 Luxembourg, 121 Avenue de la Faiencerie, Geschäftsführer der Kategorie B.

2. Der Sitz der Gesellschaft ist L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

Der unterzeichnete Notar, der die englische Sprache versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Antrag des vorstehenden Komparenten gegenwärtige Urkunde auf Englisch abgefasst ist, gefolgt von einer Fassung in deutscher Sprache, und dass im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text die englische Fassung überwiegt.

WORÜBER Urkunde, aufgenommen in Luxemburg am Datum wie am Anfang dieser Urkunde erwähnt.

Und nach Verlesung an die Bevollmächtigte des Komparenten hat diese zusammen mit Uns Notar gegenwärtige Urkunde unterzeichnet.

Signé: G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 27 janvier 2014. LAC/2014/3777. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signée): Irène Thill.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 février 2014.

Référence de publication: 2014018054/472.

(140021604) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2014.

Ledcol S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4450 Belvaux, 6, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 111.390.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Certifié sincère et conforme

Pour LEDCOL S.à r.l.

Fideco S.A.

Référence de publication: 2014021604/12.

(140026137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

Luxembourg Parkview Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 49, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 67.274.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 février 2014.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L – 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2014021619/14.

(140025783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

Goldorak Investments, Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 184.043.

STATUTS

L'an deux mille quatorze, le vingt et un janvier.

Par-devant le soussigné Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

DACRILLO S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B152577,

dûment représentée par ses administrateurs M. Laurent TEITGEN, et M. Daniel GALHANO, tous les deux ayant leur adresse professionnelle à L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie, Grand-Duché de Luxembourg,

Ici représentée par Monsieur Gianpiero SADDI, employé privé, demeurant professionnellement à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, en vertu d'une procuration sous seing privée donnée à Luxembourg, le 7 janvier 2014,

Laquelle procuration signée «ne varietur» par la partie comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante a requis le notaire soussigné de dresser l'acte d'une société anonyme qu'elle déclare constituer et dont les statuts seront comme suit:

A. Nom - Durée - Objet - Siège social

Art. 1^{er}. Nom. Il existe entre les propriétaires actuels des actions et/ou toute personne qui sera un actionnaire dans le futur, une société dans la forme d'une société anonyme sous la dénomination "GOLDORAK INVESTMENTS" (la "Société").

Art. 2. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée. Elle pourra être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 3. Objet.

3.1 La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de droits sociaux de quelque nature que ce soit ce portefeuille.

3.2 La Société a en outre pour objet l'acquisition et la vente, pour son propre compte, de biens immobiliers, soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger, ainsi que toutes les opérations liées à des biens immobiliers, comprenant la prise de participations directes ou indirectes dans des sociétés au Luxembourg ou à l'étranger dont l'objet principal consiste dans l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers.

3.3 La Société peut également, en relation avec les participations et les biens immobiliers qu'elle détient, rendre des services administratifs, techniques, financiers, économiques et de management à d'autres sociétés ou entités qui sont contrôlées directement ou indirectement par la Société ou qui sont directement ou indirectement sous le contrôle des mêmes actionnaires que ceux de la Société.

3.4 La Société peut également garantir, accorder des prêts ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou qui sont directement ou indirectement sous le contrôle des mêmes actionnaires que ceux de la Société.

3.5 La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de ses objets.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi en la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2 Le siège social pourra être transféré à l'intérieur de la même commune par décision du conseil d'administration.

4.3 Il pourra être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

4.4 Il peut être créé, par une décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

B. Capital social - Actions - Registre des actionnaires - Propriété et transfert des actions

Art. 5. Capital social.

5.1 Capital social émis

5.1.1 La Société a un capital social émis de cinquante mille euros (EUR 50.000), représenté par cinquante mille (50.000) actions ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune.

5.1.2 Le capital social émis de la Société pourra être augmenté par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, adoptée aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

5.1.3 Toutes nouvelles actions à payer en espèces seront offertes par préférence aux actionnaires/à l'actionnaire existant(s) en proportion du nombre d'actions détenues par eux dans le capital social de la Société. Le conseil d'administration devra déterminer le délai pendant lequel ce droit de souscription préférentiel pourra être exercé. Ce délai ne pourra pas être inférieur à trente (30) jours à compter de la date de l'envoi d'une lettre recommandée aux actionnaires annonçant l'ouverture de la souscription. Toutefois, aux conditions requises par la loi, l'assemblée générale des actionnaires appelée à délibérer (i) soit sur une augmentation du capital social émis de la Société, (ii) soit sur l'autorisation à donner au conseil d'administration d'augmenter le capital social émis de la Société, peut limiter ou supprimer le droit de souscription préférentiel des actionnaires/de l'actionnaire existant(s) ou autoriser le conseil d'administration à le faire. Une telle décision devra être prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

5.1.4 Le capital social émis de la Société pourra être diminué par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires qui devra être prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

5.2 Capital social autorisé

5.2.1 Le capital autorisé de la Société, y compris le capital social émis, est fixé à dix millions d'euros (EUR 10.000.000), représenté par dix millions d'actions (10.000.000), ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune.

5.2.2 Durant une période de cinq (5) ans à compter de la date de publication au Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, des présents statuts ou, le cas échéant, de la décision de renouveler, d'augmenter ou de diminuer le capital social autorisé conformément au présent article 5.2, le conseil d'administration est autorisé par les présentes à émettre des actions, à accorder des options de souscription des actions et d'émettre tout autre titre convertible en actions, dans les limites du capital social autorisé, aux personnes et selon les conditions qu'il juge appropriées, et notamment à procéder à une telle émission en supprimant ou limitant le droit préférentiel des actionnaires/de l'actionnaire existant(s) de souscrire les nouvelles actions à émettre.

5.2.3 Cette autorisation pourra être renouvelée une ou plusieurs fois par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts, pour une période qui, à chaque fois, ne peut dépasser cinq (5) ans.

5.2.4 Le capital social autorisé de la Société pourra être augmenté ou diminué par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 6. Actions.

6.1 Le capital social de la Société est divisé en actions ayant chacune la même valeur nominale.

6.2 La Société peut avoir un ou plusieurs actionnaire(s).

6.3 Le droit d'un actionnaire dans les actifs et les bénéfices de la Société est proportionnel au nombre d'actions qu'il détient dans le capital social de la Société.

6.4 Le décès, l'incapacité, la dissolution, la faillite ou tout autre événement similaire concernant tout actionnaire ou l'actionnaire unique, le cas échéant, n'entraînera pas la dissolution de la Société.

6.5 La Société pourra, aux conditions et termes prévus la loi, racheter ou retirer ses propres actions.

6.6 Les actions de la Société sont émises sous forme nominative et ne peuvent être converties en actions au porteur.

6.7 Les actions peuvent être émises en fractions d'actions. Le droit de vote conféré aux fractions d'actions lors de la prise de décision est un droit identique à celui conféré aux actions entières sur une base proportionnelle, étant entendu que le droit de vote conféré aux fractions d'actions ne pourra être exercé que si le nombre des fractions d'actions peut être réuni en une ou plusieurs actions. Dans le cas où des fractions d'actions ne pourront pas être réunies en une action entière, le droit de vote attaché à de telles fractions d'actions ne pourra pas être exercé.

Art. 7. Registre des actions.

7.1 Un registre des actions sera tenu au siège social de la Société et pourra y être consulté par tout actionnaire de la Société. Ce registre contiendra en particulier le nom de chaque actionnaire, son domicile ou son siège social ou son siège principal, le nombre d'actions ou de fractions d'actions détenues par tel actionnaire, l'indication des sommes payées pour ces actions, tout transfert les concernant, la date de la notification ou de l'acceptation par la Société de ce transfert conformément à l'article 8.4 des présents statuts ainsi que toutes garanties accordées sur des actions.

7.2 Chaque actionnaire notifiera son adresse à la Société par lettre recommandée, ainsi que tout changement d'adresse ultérieur. La Société peut considérer comme exacte la dernière adresse de l'actionnaire qu'elle a reçue.

Art. 8. Propriété et transfert d'actions.

8.1 La preuve du titre de propriété des actions peut être apportée par l'enregistrement d'un actionnaire dans le registre des actionnaires. Des certificats de ces enregistrements pourront être émis et signés par le président du conseil d'administration, par deux administrateurs ou par l'administrateur unique, selon le cas, sur requête et aux frais de l'actionnaire en question.

8.2 La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Si une action est détenue par plus d'une personne, ces personnes doivent désigner un mandataire unique qui sera considéré comme le seul propriétaire de l'action à l'égard de la Société. Celle-ci a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à une telle action jusqu'à ce qu'une personne soit désignée comme étant propriétaire unique.

8.3 Les actions sont librement cessibles sous réserves des termes et conditions prévus par la loi ou les présents statuts.

8.4 Toute cession d'action sera opposable à la Société et aux tiers soit par l'enregistrement d'une déclaration de cession dans le registre des actions, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou leurs représentants, soit sur notification de la cession à la Société ou par l'acceptation de la cession par la Société, à la suite desquelles tout administrateur pourra enregistrer la cession.

8.5 La Société, par l'intermédiaire de n'importe lequel de ses administrateurs, peut aussi accepter et entrer dans le registre des actionnaires toute cession à laquelle toute correspondance ou tout autre document fait référence et établit les consentements du cédant et du cessionnaire.

C. Assemblée générale des actionnaires

Art. 9. Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires.

9.1 Les actionnaires de la Société exercent leurs droits collectifs au sein de l'assemblée générale des actionnaires, qui constitue un des organes de la Société.

9.2 Si la Société ne possède qu'un seul actionnaire, cet actionnaire exercera les pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires. Dans ce cas et lorsque le terme "actionnaire unique" n'est pas expressément mentionné dans les présents statuts, une référence à "l'assemblée générale des actionnaires" utilisée dans les présents statuts doit être lue comme une référence à "l'actionnaire unique".

9.3 L'assemblée générale des actionnaires est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la loi et par les présents statuts.

Art. 10. Convocation de l'assemblée générale des actionnaires.

10.1 L'assemblée générale des actionnaires de la Société peut à tout moment être convoquée par le conseil d'administration, par le(s) commissaire(s) aux comptes, le cas échéant, pour être tenue aux lieux et date précisés dans l'avis de convocation.

10.2 L'assemblée générale des actionnaires doit obligatoirement être convoquée, selon le cas, par le conseil d'administration, ou par le(s) commissaire(s) aux comptes, le cas échéant, lorsqu'un ou plusieurs actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société en fait la demande écrite auprès du conseil d'administration ou du/des commissaire(s) aux comptes, en indiquant l'ordre du jour. Dans ce cas, l'assemblée générale des actionnaires doit être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s) aux comptes de telle sorte qu'elle soit tenue dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de cette demande aux lieux et date précisés dans l'avis de convocation.

10.3 Une assemblée générale annuelle des actionnaires doit être tenue dans la commune où le siège social de la Société est situé ou dans un autre lieu tel que spécifié dans l'avis de convocation à cette assemblée, le troisième mardi du mois d'avril, à 9.30 heures (CET), au siège social de la Société. Si ce jour est un jour férié, l'assemblée générale annuelle des actionnaires doit être tenue le jour ouvrable suivant. Le conseil d'administration ou le(s) commissaire(s) aux comptes,

selon le cas, doit convoquer l'assemblée générale annuelle des actionnaires dans un délai de six (6) mois à compter de la clôture des comptes de la Société.

10.4 L'avis de convocation à toute assemblée générale des actionnaires doit contenir l'ordre du jour, le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, et cet avis doit être envoyé à chaque actionnaire par lettre recommandée au moins huit (8) jours avant la date prévue de l'assemblée.

10.5 Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société peut/peuvent requérir du conseil d'administration l'ajout d'un ou plusieurs points à l'ordre du jour de toute assemblée générale des actionnaires. Ces demandes doivent être envoyées au siège social de la Société par lettre recommandée au moins cinq (5) jour avant la date prévue de l'assemblée.

10.6 Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée générale des actionnaires et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale des actionnaires peut être tenue sans convocation préalable.

Art. 11. Conduite de l'assemblée générale des actionnaires.

11.1 Un bureau de l'assemblée doit être constitué à toute assemblée générale des actionnaires, composé d'un président, d'un secrétaire et d'un scrutateur, chacun étant désigné par l'assemblée générale des actionnaires, sans qu'il soit nécessaire qu'ils soient actionnaires ou membres du conseil d'administration. Le bureau de l'assemblée s'assure spécialement que l'assemblée soit tenue conformément aux règles applicables et, en particulier, en accord avec celles relatives à la convocation, aux exigences de majorité, au décompte des votes et à la représentation des actionnaires.

11.2 Une liste de présence doit être tenue à toute assemblée générale des actionnaires.

11.3 Quorum

Aucun quorum n'est requis pour que l'assemblée générale des actionnaires agisse et délibère valablement, sauf exigence contraire de la loi ou des présents statuts.

11.4 Vote

11.4.1 Chaque action donne droit à un (1) vote, sous réserve des dispositions de la loi.

11.4.2 Sauf exigence contraire de la loi ou des présents statuts, les décisions d'une assemblée générale des actionnaires valablement convoquées sont adoptées à la majorité simple des votes valablement exprimés, quelle que soit la portion du capital présent ou représenté. L'abstention et les votes nuls ne sont pas pris en compte.

11.5 Un actionnaire peut prendre part à toute assemblée générale des actionnaires en désignant une autre personne, actionnaire ou non, comme son mandataire, par procuration écrite et signée, transmise par courrier, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication, une copie de cette procuration étant suffisante pour la prouver. Une personne peut représenter plusieurs ou même tous les actionnaires.

11.6 Tout actionnaire qui prend part à une assemblée générale des actionnaires par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication permettant son identification et que toutes les personnes participant à l'assemblée s'entendent mutuellement sans discontinuité et puissent participer pleinement à l'assemblée, est censé être présent pour le calcul du quorum et de la majorité.

11.7 Chaque actionnaire peut voter à l'aide d'un bulletin de vote daté, signé et adressé par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication au siège social de la Société ou à l'adresse indiquée dans la convocation. Les actionnaires ne peuvent utiliser que les bulletins de vote qui leur auront été procurés par la Société et qui devront indiquer au moins le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, l'ordre du jour de l'assemblée, les propositions soumises au vote de l'assemblée, ainsi que pour chaque proposition, trois cases à cocher permettant à l'actionnaire de voter en faveur ou contre la proposition, ou d'exprimer une abstention par rapport à chacune des propositions soumises au vote, en cochant la case appropriée. La Société ne tiendra compte que des bulletins de vote reçus avant la tenue de l'assemblée générale des actionnaires à laquelle ils se réfèrent.

11.8 Le conseil d'administration peut déterminer toutes les autres conditions à remplir par les actionnaires pour pouvoir prendre part à toute assemblée générale des actionnaires.

Art. 12. Modification des statuts. Sous réserve des termes et conditions prévus par la loi, les présents statuts peuvent être modifiés par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, adoptée à la majorité des deux-tiers (2/3) des votes valablement exprimés lors d'une assemblée au cours de laquelle au moins la moitié du capital social émis de la Société est présente ou représentée au premier vote. Si cette seconde condition n'est pas remplie, une nouvelle assemblée devra être convoquée, lors de laquelle la décision sera adoptée à la majorité des deux-tiers (2/3) des votes valablement exprimés, quelle que soit la portion du capital présent ou représenté. L'abstention et les votes nuls ne seront pas pris en compte.

Art. 13. Report des assemblées générales des actionnaires. Sous réserve des termes et conditions de la loi, le conseil d'administration peut reporter toute assemblée générale des actionnaires déjà engagée jusqu'à quatre (4) semaines, y compris toute assemblée générale des actionnaires convoquée pour décider d'une modification des statuts. Le conseil d'administration doit reporter toute assemblée générale des actionnaires déjà engagée si la demande émane d'un ou plusieurs actionnaires représentant au moins vingt pour cent (20%) du capital social émis de la Société. Par un tel report d'une assemblée générale des actionnaires déjà engagée, toute décision déjà adoptée lors de cette assemblée sera annulée.

Art. 14. Procès-verbaux des assemblées générales des actionnaires.

14.1 Le bureau de toute assemblée générale des actionnaires rédige le procès-verbal de l'assemblée, qui doit être signé par les membres du bureau de l'assemblée ainsi que par tout actionnaire qui en fait la demande.

14.2 De même, l'actionnaire unique, le cas échéant, rédige et signe un procès-verbal de ses décisions.

14.3 Toute copie et extrait de procès-verbaux destinés à servir dans une procédure judiciaire ou à être délivrés à un tiers, doivent être certifiés conformes à l'original par le notaire ayant la garde de l'acte authentique, dans le cas où l'assemblée a fait l'objet d'un acte notarié, ou signés par le président du conseil d'administration, par deux administrateurs ou par l'administrateur unique, le cas échéant.

D. Le conseil d'administration

Art. 15. Pouvoirs du conseil d'administration.

15.1 La Société sera gérée par un ou plusieurs administrateurs qui ne doivent pas nécessairement être des actionnaires. En cas de pluralité d'administrateurs, les administrateurs constituent un conseil d'administration, étant l'organe chargé de la gestion et de la représentation de la Société et qui inclut un ou plusieurs administrateurs de Classe A et un ou plusieurs administrateurs de Classe B.

15.2 S'il est constaté lors d'une assemblée générale des actionnaires que toutes les actions émises par la société sont détenues par un seul actionnaire, la Société pourra être administrée par un seul administrateur, et ce jusqu'à la première assemblée générale faisant suite à la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire. Dans ce cas, et lorsque le terme "administrateur unique" n'est pas expressément mentionné dans les présents statuts, une référence au "conseil d'administration" utilisée dans les présents statuts doit être lue comme une référence à l'administrateur unique".

15.3 Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges pour prendre toute action nécessaire ou utile à l'accomplissement de l'objet social, à l'exception des pouvoirs que la loi ou les présents statuts réservent à l'assemblée générale des actionnaires.

15.4 Conformément à l'article 60 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs ou à toute autre personne, actionnaire ou non, susceptibles d'agir seuls ou conjointement comme mandataires de la Société. Leur désignation, révocation et l'étendue des pouvoirs délégués sont déterminées par une décision du conseil d'administration.

15.5 La Société pourra également conférer des pouvoirs spéciaux par procuration notariée ou sous seing privé à toute personne agissant seule ou conjointement avec d'autres personnes comme mandataire de la Société.

Art. 16. Composition du conseil d'administration.

16.1 Le conseil d'administration est composé d'au moins trois (3) membres, sans préjudice des dispositions de l'article 15.2 des présents statuts.

16.2 Le conseil d'administration doit choisir un président du conseil d'administration parmi ses membres. Il peut aussi choisir un secrétaire, qui peut n'être ni actionnaire ni membre du conseil d'administration.

Art. 17. Election et révocation des administrateurs et terme du mandat.

17.1 Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leurs émoluments et la durée de leur mandat.

17.2 Si une personne morale est nommée en qualité de membre du conseil d'administration de la Société, cette personne morale devra désigner une personne physique comme représentant permanent, qui exercera le mandat au nom et pour le compte de cette personne morale. La personne morale susvisée ne peut démettre son représentant permanent qu'à la condition de lui avoir déjà désigné un successeur. Une personne physique ne peut être le représentant permanent que d'un (1) seul membre du conseil d'administration, et ne peut pas à la fois être représentant permanent d'une personne morale et membre du conseil d'administration à titre personnel.

17.3 Tout administrateur peut être révoqué à tout moment, sans préavis et sans motif, par l'assemblée générale des actionnaires. Un administrateur qui serait également actionnaire de la Société ne sera pas exclu du vote sur sa propre révocation.

17.4 La durée du mandat d'un administrateur ne peut excéder six (6) années et tout administrateur exercera son mandat jusqu'à ce que son successeur ait été élu. Tout administrateur sortant peut également être réélu pour des périodes successives.

Art. 18. Vacance dans le mandat d'un administrateur.

18.1 En cas de vacance dans le mandat d'un administrateur élu par l'assemblée générale des actionnaires à la suite d'un décès, d'une incapacité juridique, d'une faillite, d'une retraite ou autre, cette vacance peut être provisoirement comblée par les administrateurs restants jusqu'à la prochaine assemblée des actionnaires, qui procédera le cas échéant à l'élection définitive.

18.2 Si, dans le cas où il existe plusieurs actionnaires, le nombre des membres du conseil d'administration devient inférieur à trois (3) ou à un minimum supérieur fixé par les présents statuts, le cas échéant, cette vacance devra être

comblée sans délai soit par l'assemblée générale des actionnaires soit, provisoirement, par les administrateurs restants jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires qui procédera à l'élection définitive.

18.3 Dans l'hypothèse d'une telle vacance dans le mandat de l'administrateur unique, cette vacance devra être comblée sans délai par l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 19. Convocation des réunions du conseil d'administration.

19.1 Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président ou de deux (2) de ses membres au lieu indiqué dans l'avis de convocation tel que décrit au prochain alinéa.

19.2 Un avis de convocation écrit à toute réunion du conseil d'administration doit être donné à tous les administrateurs par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas l'avis de convocation devra mentionner la nature et les raisons de cette urgence. Il peut être passé outre à la nécessité de pareille convocation en cas d'assentiment écrit de chaque administrateur par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie d'un tel document écrit étant suffisante pour le prouver. Un avis de convocation n'est pas non plus requis pour des réunions du conseil d'administration se tenant à des heures et à des endroits déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration. De même, un tel avis n'est pas requis dans le cas où tous les membres du conseil d'administration sont présents ou représentés à une réunion du conseil d'administration, ou dans le cas de décisions écrites conformément aux présents statuts.

Art. 20. Conduite des réunions du conseil d'administration.

20.1 Le président du conseil d'administration préside à toute réunion du conseil d'administration. En son absence, le conseil d'administration peut provisoirement élire un autre administrateur comme président pro tempore.

20.2 Quorum: Le conseil d'administration ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la moitié de ses membres, se composant d'au moins un administrateur de Classe A et un administrateur de Classe B, est présente ou représentée à une réunion du conseil d'administration.

20.3 Vote: Les décisions sont prises à la majorité des votes des administrateurs présents ou représentés à la réunion du conseil d'administration, incluant le vote d'au moins un administrateur de Classe A et un administrateur de Classe B. Le président de la réunion n'a pas de voix prépondérante.

20.4 Tout administrateur peut se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant sous forme écrite par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication tout autre administrateur comme son mandataire, une copie étant suffisante pour le prouver. Un administrateur peut représenter un ou plusieurs de ses collègues.

20.5 Tout administrateur qui prend part à une réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication permettant son identification et que toutes les personnes participant à la réunion s'entendent mutuellement sans discontinuité et puissent participer pleinement à cette réunion, est censé être présent pour le calcul du quorum et de la majorité. Une réunion qui s'est tenue par les moyens de communication susvisés sera censée s'être tenue au siège social de la Société.

20.6 Le conseil d'administration peut à l'unanimité prendre des résolutions écrites ayant le même effet que des résolutions adoptées lors d'une réunion du conseil d'administration dûment convoqué et s'étant régulièrement tenu. Ces résolutions écrites sont adoptées une fois datées et signées par tous les administrateurs sur un document unique ou sur des documents séparés, une copie d'une signature originale envoyée par courrier, télécopie, courrier électronique ou toute autre moyen de communication étant considérée comme une preuve suffisante. Le document unique avec toutes les signatures ou, le cas échéant, les actes séparés signés par chaque administrateur constitueront l'acte prouvant l'adoption des résolutions, et la date de ces résolutions sera la date de la dernière signature.

20.7 Tout administrateur qui a, directement ou indirectement, un intérêt patrimonial dans une transaction soumise à l'approbation du conseil d'administration opposé à l'intérêt de la Société doit informer le conseil d'administration de ce conflit d'intérêts et doit voir sa déclaration enregistrée dans le procès-verbal de la réunion du conseil d'administration. Cet administrateur ne peut ni participer aux discussions concernant la transaction en cause, ni au vote s'y rapportant. Lorsque la Société a un administrateur unique et que, dans une transaction conclue entre la Société et l'administrateur unique, celui-ci a, directement ou indirectement, un intérêt patrimonial qui opposé à l'intérêt de la Société, ce conflit d'intérêt doit être mentionné dans le procès-verbal enregistrant la transaction en cause. Le présent article 20.7 ne s'applique pas aux opérations courantes et conclues dans des conditions normales.

Art. 21. Procès-verbaux des réunions du conseil d'administration.

21.1 Le secrétaire ou, s'il n'a pas été désigné de secrétaire, le président rédige le procès-verbal de toute réunion du conseil d'administration, qui est signé par le président et par le secrétaire, le cas échéant.

21.2 L'administrateur unique, le cas échéant, rédige et signe également un procès-verbal de ses résolutions.

21.3 Toute copie et extrait de procès-verbaux destinés à servir dans une procédure judiciaire ou à être délivrés à un tiers seront signés par le président du conseil d'administration, par deux administrateurs ou par l'administrateur unique, le cas échéant.

Art. 22. Rapports avec les tiers. Vis-à-vis des tiers, la Société sera valablement engagée en toute circonstance par la signature conjointe d'un administrateur de Classe A et d'un administrateur de Classe B ou par la signature de l'administrateur unique, ou par les signatures conjointes ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil d'administration ou par l'administrateur unique. La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature de tout/tous mandataire(s) auquel/auxquels le pouvoir quant à la gestion journalière de la Société aura été délégué, agissant seul ou conjointement, conformément aux règles et aux limites de cette délégation.

E. Surveillance de la société

Art. 23. Commissaire(s) aux comptes statutaire(s) - Réviseur(s) d'entreprises.

23.1 Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes statutaires, qui peuvent être des actionnaires ou non.

23.2 L'assemblée générale des actionnaires détermine le nombre de(s) commissaire(s) aux comptes statutaire(s), nomme celui-ci/ceux-ci et fixe la rémunération et la durée de son/leur mandat qui ne peut excéder 6 ans. Un ancien commissaire aux comptes ou un commissaire aux comptes sortant peut être réélu par l'assemblée générale des actionnaires.

23.3 Tout commissaire aux comptes statutaire peut être démis de ses fonctions à tout moment, sans préavis et sans motif, par l'assemblée générale des actionnaires.

23.4 Dans l'hypothèse où le nombre de commissaires aux comptes statutaires serait réduit de plus de la moitié pour quelque motif que ce soit, le conseil d'administration doit convoquer l'assemblée générale des actionnaires sans délai afin de combler cette/ces vacance(s).

23.5 Les commissaires aux comptes statutaires ont un droit illimité de surveillance et de contrôle permanent de toutes les opérations de la Société.

23.6 Les commissaires aux comptes statutaires peuvent être assistés par un expert pour vérifier les livres et les comptes de la Société. Cet expert doit être approuvé par la Société.

23.7 Dans le cas où il existe plusieurs commissaires aux comptes statutaires, ceux-ci constituent un conseil des commissaires aux comptes, qui devra choisir un président parmi ses membres. Il peut également désigner un secrétaire, qui n'a pas à être ni actionnaire, ni commissaire aux comptes. Les règles des présents statuts concernant la convocation et la conduite des réunions du conseil d'administration s'appliquent à la convocation et à la conduite des réunions du conseil des commissaires aux comptes.

23.8 Dans l'hypothèse où la Société remplirait deux (2) des trois (3) critères stipulés dans le premier paragraphe de l'article 35 de la loi du 19 décembre 2002 sur le registre du commerce et des sociétés et sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, au cours de la période de temps prévue à l'article 36 de cette même loi, les commissaires aux comptes statutaires seront remplacés par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, choisis parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises agréés, pour être nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera la durée de son/leur mandat.

F. Exercice social - Bénéfices - Dividendes provisoires

Art. 24. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier jour du mois de janvier de chaque année et se termine le dernier jour du mois de décembre de la même année.

Art. 25. Bénéfices.

25.1 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, au moins cinq pour cent (5 %) seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que, et aussi longtemps que, le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

25.2 Les sommes allouées à la Société par un actionnaire peuvent également être affectées à la réserve légale, si l'actionnaire en question accepte cette affectation.

25.3 En cas de réduction de capital, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

25.4 Aux conditions et termes prévus par la loi, et sur recommandation du conseil d'administration, l'assemblée générale des actionnaires décidera de la manière dont le reste des bénéfices annuels nets sera affecté, conformément à la loi et aux présents statuts.

Art. 26. Acomptes sur dividendes intérimaires - Prime d'émission.

26.1 Le conseil d'administration pourra procéder à la distribution d'acomptes sur dividendes selon les termes et conditions de la loi.

26.2 La prime d'émission, le cas échéant, est librement distribuable aux actionnaires par une résolution de l'assemblée générale ou du conseil d'administration, sous réserve de toute disposition légale concernant l'inaliénabilité du capital social et de la réserve légale.

G. Liquidation

Art. 27. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui décidera de la dissolution de la Société et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun.

H. Loi applicable

Art. 28. Les présents statuts doivent être lus et interprétés selon le droit luxembourgeois, auquel ils sont soumis. Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, concernant les sociétés commerciales.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social de la Société commencera le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2014.

2) La première assemblée générale ordinaire aura lieu en 2015.

3) Les acomptes sur dividendes pourront être distribués pendant le premier exercice social de la Société.

Souscription et Paiement

Toutes les actions ont été souscrites comme suit:

- DACRILO S.A., susnommé, a payé la somme de cinquante mille euros (EUR 50.000) pour la souscription de cinquante mille (50.000) actions.

Les cinquante mille (50.000) actions ont été libérées en espèces à hauteur de vingt-cinq (25 %) pourcent chacune, de sorte que la somme de douze mille cinq cent euros (EUR 12.500) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont évalués à environ mille six cents euros (EUR 1.600.-).

Décisions de l'actionnaire unique

L'actionnaire unique constituant, représentant l'intégralité du capital social de la Société, et se considérant dûment convoqué en assemblée générale, a immédiatement adopté les résolutions suivantes:

1. Le nombre de membres au conseil d'administration a été fixé à trois (3).

2. Les personnes suivantes ont été nommées administrateurs de la Société:

Administrateurs de Classe A

- Monsieur Laurent TEITGEN, de nationalité française, né le 5 janvier 1979 à Thionville (France), résidant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg;

- Monsieur Daniel GALHANO, de nationalité française, né le 13 juillet 1976 à Moyeuvre-Grande (France), résidant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.

Administrateurs de Classe B

- Monsieur Erwan LE LOUER, de nationalité française, né le 1^{er} juin 1984 à Boulogne-Billancourt (France), résidant au 13, rue Gustave Courbet, F-75016, France.

3. Le nombre de commissaire aux comptes statutaire a été fixé à un (1).

4. La société suivante a été nommée commissaire aux comptes statutaire de la Société:

- Revisora S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 60, Avenue de la Liberté, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B145505;

5. Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes statutaire se termineront à la date à laquelle l'assemblée générale des actionnaires/l'actionnaire unique, selon le cas, procédera à l'approbation des comptes de la Société pour l'exercice social 2018, ou à toute date antérieure déterminée par l'assemblée générale des actionnaires/l'actionnaire unique, selon le cas.

6. L'adresse du siège social de la Société est fixée au 5, rue de de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, à la date indiquée au début de ce document.

L'acte ayant été lu aux comparants ou à leurs représentants, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 27 janvier 2014. LAC/2014/3780. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-.

Le Receveur (signée): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 février 2014.

Référence de publication: 2014018102/430.

(140021642) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2014.

Nouvelle TEC-Inter S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 76, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 39.027.

Les comptes annuels au 31 décembre 2000 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 février 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014021663/10.

(140025773) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

Nouvelle TEC-Inter S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 76, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 39.027.

Les comptes annuels au 31 décembre 2001 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 février 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014021662/10.

(140025772) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

Nouvelle TEC-Inter S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 76, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 39.027.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 février 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014021653/10.

(140025763) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

Nouvelle TEC-Inter S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 76, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 39.027.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 février 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014021654/10.

(140025764) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

4 GC, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 184.106.

STATUTS

L'an deux mille treize, le trente-et-un décembre

Par-devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg,

A comparu:

Mademoiselle Virginie PIERRU, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg,

agissant en tant que mandataire de Monsieur Jan CLEMENT, administrateur de sociétés, né le 13 novembre 1963 à Kortrijk (Pays-Bas) demeurant à L-8016 STRASSEN, 5 rue des Carrières, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 27 décembre 2013.

Laquelle procurations, après avoir été paraphée «ne varietur» par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes pour les besoins de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société à responsabilité limitée et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «4 GC».

Art. 2. Le siège de la société est établi dans la Commune de Luxembourg.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La société a pour objet le management, l'assistance, ainsi que toutes prestations de services dans le domaine commercial, industriel, assurance, toutes activités de marketing.

La Société peut réaliser toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations, au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.

La Société peut notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et droits de propriété intellectuelle de toute origine, et participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise. Elle peut également acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et droits de propriété intellectuelle, les faire mettre en valeur et les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement. La Société peut accorder tout concours (par voie de prêts, avances, garanties, sûretés ou autres) aux sociétés ou entités dans lesquelles elle détient une participation ou qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société (notamment par exemple, ses associés ou entités liées).

En général, la Société peut également réaliser toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière ou immobilière, prendre toutes mesures pour sauvegarder ses droits et réaliser toutes opérations, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui favorisent son développement.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts, convertibles ou non, et/ou de créances. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société peut en outre nantir, céder, grever de charges ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) divisé en cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune.

Art. 6. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de l'année prochaine.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle dans l'actif social et dans les bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 9. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, choisis par les associés qui fixent leurs pouvoirs.

Ils peuvent être à tout moment révoqués par décision des associés. A moins que les associés n'en décident autrement, le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants pourront, sous leur responsabilité, se faire représenter pour les opérations courantes de la gestion journalière par un directeur, fondé de pouvoirs ou autre mandataire spécial, dont les pouvoirs seront fixés par l'acte de nomination.

Art. 10. Simples mandataires de la société, le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions aucune obligation personnelle relativement à celles-ci, ils ne seront responsables que de l'exécution du mandat.

Art. 11. Le décès, l'incapacité ou la faillite de l'un des associés n'entraînera pas la dissolution de la société. Les héritiers, légataires et ayants cause de l'associé décédé ou failli n'auront pas le droit de faire apposer des scellés sur les biens et valeurs de la société. Pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans le dernier bilan social.

Art. 12. Chaque année au 31 décembre il sera dressé un inventaire de l'actif et du passif de la société. Le bénéfice net constaté, déduction faite des frais généraux, traitements et amortissements, sera réparti de la façon suivante:

- 5% (cinq pour cent) pour la constitution d'un fonds de réserve légale, dans la mesure des dispositions légales.
- le solde restera à la libre disposition des associés.

Art. 13. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par les associés ou à défaut d'une décision, par le ou les gérants en fonction.

Art. 14. Les associés pourront apporter aux présents statuts telles modifications qu'ils jugeront utiles. Les décisions seront prises aux majorités prévues par la Loi.

Art. 15. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, les parties s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Disposition transitoire:

Le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2014.

Souscription et libération:

Les cent (100) parts sociales ont toutes été souscrites par le comparant Monsieur Jan CLEMENT, prénommé et représenté comme ci-avant, et ont été entièrement libérées moyennant apport en numéraire à raison de cent pour cent (100%) de sorte que le montant de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire instrumentant qui le constate.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution s'élève à approximativement neuf cent cinquante euros (950,-EUR).

Décisions de l'associé unique:

Et ensuite l'associé unique, représenté comme ci-avant, a pris les résolutions suivantes:

1. L'adresse de la Société est fixée à L-2449 Luxembourg, 25A Boulevard Royal.
2. Est nommé gérant unique pour une durée indéterminée:

Monsieur Jan CLEMENT, prénommé, né le 13 novembre 1963 à Kortrijk (Pays-Bas) demeurant à L-8016 Strassen, 5 rue des Carrières, lequel pourra engager la Société en toutes circonstances par sa signature.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire du comparant, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, celle-ci a signé avec le notaire instrumentaire le présent acte.

Signé: V. PIERRU, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 08/01/2014. Relation: LAC/2014/936. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivré au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 03.02.2014.

Référence de publication: 2014020546/104.

(140023118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2014.

GEFS Europa Financing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.800,00.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 5, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 84.568.

—
DISSOLUTION.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty first day of November, before Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette,

there appeared:

GEFS International Holding S.à r.l., a private company with limited liability according to the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered offices at 5, rue des Capucins, L-1313 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Registry under no. B. 84.573 (the "Sole Shareholder"), duly represented herein by Ms Sofia Afonso-Da Chao Conde, private employee, professionally residing in Esch-sur-Alzette, 5, rue Zénon Bernard, by virtue of a power of attorney, given under private seal.

Said proxy, after having been initialed and signed *ne varietur* by the proxy holder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, through its proxy holder, has requested the undersigned notary to record that:

(i) following the liquidation of GEFS Europa Holding S.à r.l., the liquidation of GEFS Pan Europe Funding S.à r.l., the liquidation of GEFS Pan Europe Holding S.à r.l. and the liquidation of GEFS International Finance S.à r.l., the Sole Shareholder holds all of the one hundred sixty (160) registered shares of a nominal value of eighty British Pounds (GBP 80,-) each in the issued and paid up share capital of GEFS Europa Financing S.à r.l., a private company with limited liability according to the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered offices at 5, rue des Capucins, L-1313 Luxembourg, the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Registry under no. B 84.568 (the "Company"),

(ii) the Company was incorporated pursuant to a notarial deed of November 5, 2001, published in the Official Gazette of Luxembourg (Recueil des Sociétés et Associations, Mémorial C) of March 14, 2002 no. 409 November 6, 2001 and its articles of association were last amended by deed of July 30, 2009, published in the Official Gazette of Luxembourg of September 23, 2009, no. 1840;

(iii) the Company's share capital is set at twelve thousand eight hundred British Pounds Sterling (GBP 12,800.-) represented by one hundred and sixty (160) shares of eighty British Pounds Sterling (GBP 80.-) each, all subscribed and fully paid-up;

(iv) the Sole Shareholder hereby resolves to proceed with the dissolution of the Company with effect from the date of this notarial deed;

(v) the Sole Shareholder hereby assumes the role of liquidator of the Company;

(vi) the Sole Shareholder, in its capacity as liquidator of the Company, declares that the activity of the Company has ceased, that the known liabilities of the Company have been settled in full or fully provided for as per the interim balance sheet of the Company as per November 21, 2013, that the Sole Shareholder is vested with all the assets and hereby expressly declares that it will take over and assume all outstanding liabilities (if any) of the Company, in particular those hidden or any known but unpaid and any as yet unknown liabilities of the Company before any payment to itself;

(vii) as a consequence, the Company be and hereby is liquidated and the liquidation is closed;

(viii) the Sole Shareholder has full knowledge of the articles of incorporation of the Company and is perfectly familiar with the financial situation of the Company;

(ix) the Sole Shareholder grants full discharge to the members of the board of managers of the Company for the exercise of their mandates from the date of their respective appointments up to the date of the present meeting; and

(x) the books and records of the dissolved Company shall be kept for five (5) years from the date of the present meeting at the registered offices of the Company.

Whereof, the present deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxy holder of the person appearing, she signed together with the notary the present deed.

Follows the French translation of the preceding text.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-et-un jour du mois de novembre, par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

GEFS International Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 5, rue des Capucins, L-1313 Luxembourg, immatriculée auprès le Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 84.573 (ci-après: l'«Associé Unique»), ici dûment représenté par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, employée privée, résidant professionnellement au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-Sur-Alzette, en vertu d'un pouvoir donné sous seing privé.

Laquelle procuration après signature *ne varietur* par le mandataire et le notaire instrumentaire, demeurera annexée au présent acte pour y être soumis ensemble aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

(i) suite à la liquidation de GEFS Europa Holding S.à r.l., la liquidation de GEFS Pan Europe Funding S.à r.l., la liquidation de GEFS Pan Europe Holding S.à r.l. et la liquidation de GEFS International Finance S.à r.l., l'Associé Unique détient toutes les cent soixante (160) parts sociales ordinaires sous forme nominative d'une valeur nominale de quatre-vingt livre sterling (GBP 80,-) chacune dans le capital social de GEFS Europa Financing S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 5, rue des Capucins, L-1313 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 84.568 (la «Société»);

(ii) la Société a été constituée en vertu d'un acte notarié du 6 novembre 2001, publié au Recueil des Sociétés et Associations, Mémorial C du 14 mars 2002 no. 409, dont les statuts ont été modifiés la dernière fois par acte notarié du 30 juillet 2009, publié au Recueil des Sociétés et Associations, Mémorial C, du 23 septembre 2009, no. 1840;

(iii) Le capital social de la Société est actuellement fixé à douze mille huit cents livres sterling (GBP 12.800,-), représenté par cent soixante (160) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de quatre-vingts livres sterling (GBP 80,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;

(iv) par la présente l'Associé Unique prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat;

(v) par la présente, l'Associé Unique assume le rôle de liquidateur de la Société;

(vi) l'Associé Unique, en sa qualité de liquidateur de la Société, déclare que l'activité de la Société a cessé, que le passif connu de la Société a été payé ou provisionné selon le bilan intérimaire de la Société en date du 21 novembre 2013, qu'il est investi de tout l'actif et qu'il s'engage expressément à prendre à sa charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la Société et tout passif impayé ou inconnu à ce jour avant tout paiement à sa personne;

(vii) partant la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée;

(viii) l'Associé Unique a pleinement connaissance des statuts de la Société et de la situation financière de celle-ci;

(ix) l'Associé Unique donne décharge pleine et entière aux membres du conseil de gérance de la Société pour leur mandat à compter de la date de leur nomination respectives jusqu'à la date de la présente assemblée; et

(x) les documents et pièces relatifs à la Société dissoute seront conservés durant cinq (5) ans à compter de la date de la présente assemblée au siège de la Société.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais déclare qu'à la requête de la comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de cette même partie comparante, et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite au mandataire de la comparante, celle-ci a signé avec nous notaire le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 29 novembre 2013. Relation: EAC/2013/15603. Reçu soixante-quinze euros 75,00€.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014018844/102.

(140022184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2014.

QureInvest, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 154.066.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 février 2014.

Sanne Group (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2014021722/11.

(140025846) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

Mitotech S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 149.129.

In the year two thousand and thirteen, on the thirtieth of December.

Before Us Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem (Luxembourg).

THERE APPEARED:

"LIMITED LIABILITY COMPANY MITOTECH", a company having its registered office at 14/3 Krzhizhanovskogo street, Moscow, Russia, registered in accordance with laws of the Russian Federation under principal state registration number 1097746327051,

here represented by Mrs Nathalie LETT, private employee, with professional address at 42 rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, by virtue of a proxy given in Moscow, on the 12th of December 2013,

which proxy after having been signed "ne varietur" by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to this document in order to be registered therewith.

Such appearing party is the sole shareholder of "MITOTECH S.A.", a company ("société anonyme") having its registered office at 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 149129 and incorporated pursuant to deed of the undersigned notary on October 29th, 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2331 of 30th November 2009 (hereinafter the "Company"). The articles of incorporation have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary on 8 October 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 3108 of 6th December 2013.

The appearing party, represented as mentioned here above and representing the whole corporate capital of the Company, required the undersigned notary to act the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolved to increase the corporate capital by an amount of one million nine hundred thousand US dollars (USD 1,900,000.00), so as to raise it from its current amount of four million seven hundred and sixty-nine thousand four hundred US dollars (USD 4,769,400.-) up to six million six hundred and sixty-nine thousand four hundred US dollars (USD 6,669,400.-) by the creation, the issue and the subscription of one hundred and ninety thousand (190,000) new shares of a par value of ten US dollars (USD 10.-) each having the same rights and obligations as the existing shares.

Subscription and payment:

The sole shareholder declared to subscribe to the increase of capital.

The increase of capital has been paid in up 89,4737%, so that the amount of one million seven hundred thousand US dollars (USD 1,700,000.00) is as from now at the disposal of the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Second resolution

As a consequence of the foregoing resolution, the first paragraph of the article 6 of the Articles of Incorporation of the company will be read as follows:

Art. 6. §1. "The corporate capital is fixed at six million six hundred and sixty-nine thousand four hundred US dollars (USD 6,669,400.00) divided into six hundred and sixty-six thousand nine hundred and forty (666,940) shares of ten US dollars (USD 10.00) each."

Third resolution

The sole shareholder resolved to confer all powers to the Board of Directors of the company in order to make all the necessary amendments in the shareholders's register of the company.

Costs and expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the corporation as a result of the present deed are estimated at approximately at four thousand euro.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, in the registered office of the company, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

This deed having been read to the attorney of the proxyholder of the appearing party known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said attorney signed together with the Notary, this original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le trente décembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

«LIMITED LIABILITY COMPANY MITOTECH», une société ayant son siège social au 14/3 Krzhizhanovskogo street, Moscou, Russie, enregistrée suivant les lois de la Fédération Russe sous le numéro 1097746327051,

ici représentée par Madame Nathalie LETT, employée privée, avec adresse professionnelle au 42 rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, en vertu d'une procuration lui donnée à Moscou, le 12 décembre 2013.

La procuration signée "ne varietur" par le comparant et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Le comparant est l'actionnaire unique de "MITOTECH S.A.", une société anonyme ayant son siège social au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 149129 et constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 29 octobre 2009, publié au Mémorial

C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2331 du 30 novembre 2009 (ci-après la "Société"). Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 8 octobre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3108 du 6 décembre 2013.

Lequel comparant, représenté comme il est mentionné ci-avant et représentant l'intégralité du capital social de la Société, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'actionnaire unique décide d'augmenter le capital social de la société à concurrence d'un montant d'un million neuf cent mille US Dollars (USD 1.900.000,00), pour le porter de son montant actuel de quatre millions sept cent soixante-neuf mille quatre cents US dollars (USD 4.769.400,00) à six millions six cent soixante-neuf mille quatre cents US dollars (USD 6.669.400,00) par la création, l'émission et la souscription de cent quatre-vingt-dix mille (190.000) actions nouvelles de dix US Dollars (USD 10,-) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes.

Souscription et libération

L'actionnaire unique décide de souscrire à l'augmentation de capital.

L'augmentation de capital est libérée à concurrence de 89,4737% en numéraire, de sorte que la somme d'un million sept cent mille US Dollars (USD 1.700.000,00) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution précédente, l'actionnaire unique décide de modifier le premier alinéa de l'article 6 des Statuts de la société comme suit:

Art. 6. (premier alinéa). «Le capital social est fixé à six millions six cent soixante-neuf mille quatre cents US dollars (USD 6.669.400,-) divisé en six cent soixante-six mille neuf cent quarante (666.940) actions de dix US Dollars (USD 10,-) chacune.»

Troisième résolution

L'actionnaire unique décide de donner tous pouvoirs au Conseil d'administration de la Société afin de modifier le registre des actionnaires de la société.

Frais et Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, sont estimés à approximativement quatre mille euros.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, au siège social de la Société, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction française; sur demande de la même parties comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donné au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: N. LETT, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 03 janvier 2014. Relation: EAC/2014/208. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Releveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2014019009/106.

(140021523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2014.

Promo Weiss S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-9806 Hosingen, 72, Haaptstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 162.620.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Weiswampach, le 10 février 2014.

Référence de publication: 2014021719/10.

(140025556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

Threadneedle Property Unit Trust Luxembourg Subsidiary S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 13.000,00.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 147.652.

Les comptes annuels de la Société au 31 mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 10 février 2014.

Pour *THREADNEEDLE PROPERTY UNIT TRUST LUXEMBOURG SUBSIDIARY S.à r.l.*

Société à responsabilité limitée

RBC Investor Services Bank S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2014021811/15.

(140026114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

Project Opportunity S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 167.065.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PROJECT OPPORTUNITY S.A.

Référence de publication: 2014021717/10.

(140026103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

Promotion 777 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2537 Luxembourg, 17, rue Sigismond.

R.C.S. Luxembourg B 159.777.

Les comptes annuels au 30/09/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014021720/10.

(140025586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

Pfizer Europe Holdings Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 135.006.

Rectificatif L130218125

Les comptes annuels au 30 novembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 février 2014.

Référence de publication: 2014021707/11.

(140026082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

Quercus Assets Selection S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

R.C.S. Luxembourg B 144.251.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014021725/9.

(140026031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

**M&G Real Estate (Luxembourg) S.A., Société Anonyme,
(anc. Prudential Property Investment Managers (Luxembourg) S.A.).**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 170.483.

In the year two thousand and thirteen, on the nineteenth day of December

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders (the "General Meeting") of Prudential Property Investment Managers (Luxembourg) S.A., a public limited company (société anonyme), incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Company Register under number B 170.483 (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg), on 20 July 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Memorial C") N° 2074 on 22 August 2012.

The General Meeting was opened at 10.30am. under the chairmanship of Mrs Michèle Kemp, lawyer, residing professionally in Luxembourg (the "Chairman"),

who appointed as secretary, Mr William Simpson, lawyer, residing professionally in Luxembourg.

The General Meeting elected as scrutineer, Mrs Nathalie Berck, lawyer, residing professionally in Luxembourg,

After the constitution of the board of the General Meeting, the Chairman declared and requested the notary to record that:

I. The agenda of the present General Meeting is the following:

Agenda

1. Change of the denomination of the Company from "Prudential Property Investment Managers (Luxembourg) S.A" to "M&G Real Estate (Luxembourg) S.A" and subsequent amendment of Article. 1. "Name" of the articles of incorporation of the Company (the "Articles"), which shall read as follows:

"There exists among the subscribers and all those who become owners of shares a company in the form of a société anonyme, under the name of "M&G Real Estate (Luxembourg) S.A." (the "Company")."

2. Amendment of the second paragraph of Article 15. "Corporate Signatures" of the Articles, which shall read as follows:

"Within the limits of the daily management, the Company will be bound towards third parties by the signature of any person(s) (including a director) to whom such power in relation to the daily management of the Company has been delegated acting alone or jointly in accordance with the rules of such delegation".

3. Effectiveness of the resolutions to be taken in the respect of the items 1 and 2 above.

4. Miscellaneous.

II. The name of the shareholder present at the General Meeting or duly represented by proxy as well as the number of shares held by the sole shareholder, are set forth on the attendance list, signed by the shareholder present, the proxy of the shareholder represented, the members of the board of the General Meeting and the notary. The aforesaid list shall be attached to the present deed and registered therewith. The proxy given shall be initialed «ne varietur» by the members of the board of the General Meeting and by the notary and shall be attached in the same way to this document.

III. The quorum of at least one half of the capital is required by Article 67-1 (2) of the Luxembourg law on commercial companies, as amended (the "Law of 1915"), and the resolution on each item of the agenda, has to be voted for by the affirmative vote of at least two thirds of the votes validly cast at the General Meeting.

IV. Pursuant to the attendance list, all the 1,250 shares in issue are present or represented at the Meeting.

V. The whole corporate capital being present or represented at the present Meeting and the sole shareholder present or represented declaring that it has had due notice and got knowledge of the agenda prior to the Meeting, no convening notices were necessary.

VI. The present General Meeting is regularly constituted in accordance with Article 67-1 (2) of the Law of 1915 and may validly deliberate on the items of the agenda.

After deliberation, the General Meeting took the following resolution:

First resolution

The General Meeting resolves to change the denomination of the Company from "Prudential Property Investment Managers (Luxembourg) S.A" to "M&G Real Estate (Luxembourg) S.A".

As a result of the foregoing resolution, the General Meeting resolves to amend Article 1. "Name" of the Articles, which shall read as follows:

“There exists among the subscribers and all those who become owners of shares a company in the form of a société anonyme, under the name of “M&G Real Estate (Luxembourg) S.A.” (the “Company”).”

Second resolution

The General Meeting resolves to amend the second paragraph of Article 15. “Corporate Signatures” of the Articles which shall read as follows:

“Within the limits of the daily management, the Company will be bound towards third parties by the signature of any person(s) (including a director) to whom such power in relation to the daily management of the Company has been delegated acting alone or jointly in accordance with the rules of such delegation”.

Third resolution

The General Meeting decides that the resolutions taken in respect of the items 1 and 2. above shall be effective as of January 2, 2014.

The resolutions have been taken by unanimous vote.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French translation; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text shall prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the meeting, the members of the board of the meeting, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, signed together with us, the notary, the present original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

Follows the french translation

L’an deux mille treize, le dix-neuf décembre,

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

S’est réunie

l’assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l’«Assemblée Générale») de Prudential Property Investment Managers (Luxembourg) S.A., une société anonyme constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 170.483 (la «Société»), constituée suivant acte reçu de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 20 juillet 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial C») du 22 août 2012, numéro 2074.

L’Assemblée Générale est ouverte à 10.30 heures sous la présidence de Madame Michèle Kemp, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg (la «Présidente»),

qui nomme comme secrétaire Monsieur William Simpson, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg.

L’Assemblée Générale élit comme scrutateur Madame Nathalie Berck, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l’Assemblée Générale ainsi constitué, la Présidente expose et prie le notaire instrumentant de prendre acte:

I. Que l’ordre du jour de la présente Assemblée Générale est le suivant:

Ordre du jour

1. Changement de la dénomination de la Société de «Prudential Property Investment Managers (Luxembourg) S.A» en «M&G Real Estate (Luxembourg)» et modification subséquente de l’Article 1. «Dénomination» des statuts de la Société (les «Statuts») lequel aura la teneur suivante:

«Il existe entre les souscripteurs et les futurs actionnaires une société sous la forme d’une société anonyme sous la dénomination de “M&G Real Estate (Luxembourg) S.A.” (la «Société»).

2. Modification du deuxième paragraphe de l’article 15. «Engagement vis-à-vis des Tiers» des Statuts, qui aura dorénavant la teneur suivante:

«Dans les limites de la gestion journalière, la Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute(s) personne(s) (y compris un administrateur) à qui un pouvoir de gestion journalière de la Société lui a (ont) été délégué et ce agissant seul ou conjointement conformément aux lois et aux règlements applicables à une telle délégation.»

3. Prise d’effet des résolutions à prendre relativement aux points 1 et 2 ci-dessus.

4. Divers.

II. Que le nom de l’actionnaire présent ou représenté à l’Assemblée Générale ainsi que le nombre d’actions qu’il détient sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par l’actionnaire présent, le man-

dataire de l'actionnaire représenté, ainsi que par les membres du bureau et le notaire, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement. Restera pareillement annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée, la procuration de l'actionnaire représenté, après avoir été paraphée «ne varietur» par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

III. Que le quorum requis par l'article 67-1 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi de 1915») est d'au moins cinquante pour cent du capital et que la résolution sur chaque point porté à l'ordre du jour doit être prise par le vote affirmatif d'au moins deux-tiers des votes exprimés valablement à cette Assemblée Générale.

IV. Qu'il apparaît de la liste de présence de la Société que toutes les 1.250 actions émises sont présentes ou représentées à l'Assemblée.

V. L'actionnaire unique étant présent ou représenté à l'Assemblée Générale, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, l'actionnaire unique présent ou représenté se reconnaissant dûment convoqué et déclarant avoir eu connaissance de l'ordre du jour soumis à leur délibération.

VI. Que, la présente Assemblée Générale est ainsi régulièrement constituée conformément à l'article 67-1 (2) de la Loi de 1915 et peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour.

Après délibération l'Assemblée Générale a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier la dénomination de la Société de «Prudential Property Investment Managers (Luxembourg) S.A.» en «M&G Real Estate (Luxembourg) S.A.».

En conséquence de la précédente résolution, l'Assemblée Générale décide de modifier l'Article 1. «Dénomination» des Statuts, lequel aura la teneur suivante:

«Il existe entre les souscripteurs et les futurs actionnaires une société sous la forme d'une société anonyme sous la dénomination de "M&G Real Estate (Luxembourg) S.A." (la «Société»).

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier deuxième paragraphe de l'article 15. «Engagement vis-à-vis des Tiers» des Statuts, qui aura dorénavant la teneur suivante:

«Dans les limites de la gestion journalière, la Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute(s) personne(s) (y compris un administrateur) à qui un pouvoir de gestion journalière de la Société lui a (ont) été délégué et ce agissant seul ou conjointement conformément aux lois et aux règlements applicables à une telle délégation.»

Troisième résolution

L'Assemblée Générale décide que les résolutions prises relativement aux points 1. et 2. ci-dessus prendront effet le 2 janvier 2014.

Les résolutions ont été prises à l'unanimité des voix exprimées.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire instrumentant qui parle et comprend la langue anglaise, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; à la requête des mêmes personnes comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

L'acte ayant été lu aux personnes comparantes, toutes connues du notaire par leur nom, prénom, état civil et résidence, ces mêmes personnes ont signé avec nous, notaire, le présent acte, aucun actionnaire n'ayant souhaité signer.

Signé: M. KEMP, W. SIMPSON, N. BERCK et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 30 décembre 2013. Relation: LAC/2013/60504. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 3 février 2014.

Référence de publication: 2014019063/158.

(140022037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2014.

S.D.B. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3514 Dudelange, 170, route de Kayl.

R.C.S. Luxembourg B 151.947.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2014021750/10.

(140025870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

Rox Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 15, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 60.096.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ROX INEST SA
Société Anonyme

Référence de publication: 2014021744/11.

(140025514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

Flavien Company Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 23.705.

L'an deux mille quatorze, vingt-sept janvier.

Pardevant Maître Marc LECUIT, notaire de résidence à Mersch.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «FLAVIEN COMPANY Spf S.A.», ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés, section B numéro 23.705, constituée suivant acte reçu par Maître Frank BADEN, notaire alors de résidence à Luxembourg, en date du 11 décembre 1985, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 48 du 24 février 1986 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 18 février 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 800 du 2 avril 2008, suivi d'un acte rectificatif reçu par Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 16 avril 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1039 du 19 mai 2009.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Vanessa ALEXANDRE, juriste, demeurant professionnellement à L-7593 Beringen, 7, Rue Wenzel.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Stéphanie LAHAYE, salariée, demeurant professionnellement à L-1724 Luxembourg, 3A, Boulevard du Prince Henri.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

- Renonciation aux modalités légales relatives aux convocations de l'assemblée;
- Réduction du capital social à concurrence de cinq cent vingt-cinq mille euros (EUR 525.000,00) pour le ramener de neuf cent quarante mille euros (EUR 940.000,00) à quatre cent quinze mille euros (EUR 415.000,00) par remboursement du montant aux actionnaires au prorata de leur participation sans réduction du nombre des actions;

- Modification subséquente de l'article 5 des statuts pour les mettre en concordance avec la résolution qui précède;

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence.

Cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentaire.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la Société étant représentée à l'Assemblée, l'Assemblée décide de renoncer aux formalités de convocation, les actionnaires de la Société représentés à l'Assemblée se considérant comme dûment convoqués et déclarant avoir pris connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué par avance.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de réduire le capital à concurrence de cinq cent vingt-cinq mille euros (EUR 525.000,00) pour le ramener de neuf cent quarante mille euros (EUR 940.000,00) à quatre cent quinze mille euros (EUR 415.000,00) par remboursement du montant aux actionnaires au prorata de leur participation, sans réduction du nombre des actions;

Ledit remboursement ne pourra se faire que sous observation de l'article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales.

Troisième résolution

L'assemblée décide suite à la résolution qui précède de modifier l'article 5 des statuts alinéa 1^{er}, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5. al. 1^{er}.** Le capital social est fixé à quatre cent quinze mille euros (EUR 415.000,00) représenté par huit mille (8.000) actions sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales sauf limitation légale».

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève à environ NEUF CENTS EUROS (€ 900,00).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. LAHAYE, V. ALEXANDRE, M. LECUIT.

Enregistré à Mersch, le 29 janvier 2014. Relation: MER/2014/153. Reçu soixante-quinze euros 75,00€

Le Receveur (signé): A. MULLER.

POUR COPIE CONFORME

Mersch, le 31 janvier 2014.

Référence de publication: 2014017270/71.

(140020144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2014.

Richard Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 41, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 119.952.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 février 2014.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L – 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2014021732/14.

(140025316) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

17Capital 2 Feeder B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.640,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 174.437.

I. Il résulte d'un contrat de transfert de parts, signé en date du 21 décembre 2012, que l'associé unique de la Société, 17 Capital Management LLP, a transféré 750 parts sociales rachetables privilégiées de chaque classe de A1 à A14, qu'il détenait dans la Société à:

- FOYER INTERNATIONAL S.A., une société anonyme, constituée et régie selon les lois du Grand-Duché du Luxembourg, avec siège social à l'adresse suivante: 12, rue Léon Laval, L-3372 Leudelange et immatriculée auprès du RCSL sous le numéro B53682;

II. Il résulte d'un second contrat de transfert de parts, signé en date du 21 décembre 2012, que l'associé unique de la Société, 17 Capital Management LLP, a transféré 250 parts sociales rachetables privilégiées de chaque classe de A1 à A14, qu'il détenait dans la Société à:

- COMET INVESTMENT STRATEGY Ltd, une limited company, constituée et régie selon les lois d'Irlande, avec siège social à l'adresse suivante: Regus House, Hartcourt Rd., Dublin 2, Irlande et immatriculée auprès du Companies Registration Office sous le numéro 280654;

III. Il résulte d'un contrat de transfert de parts, signé en date du 18 janvier 2013, que:

- l'associé de la Société, COMET INVESTMENT STRATEGY Ltd précité, a transféré 146 parts sociales rachetables privilégiées de chaque classe de A1 à A14, qu'il détenait dans la Société à FOYER S.A., une société anonyme, constituée et régie selon les lois du Grand-Duché du Luxembourg, avec siège social à l'adresse suivante: 12, rue Léon Laval, L-3372 Leudelange et immatriculée auprès du RCSL sous le numéro B67199;

- l'associé de la Société, COMET INVESTMENT STRATEGY Ltd précité, a transféré 7 parts sociales rachetables privilégiées de chaque classe de A1 à A14, qu'il détenait dans la Société à Madame Sophie ELKRIEF, née le 23 septembre 1972 à L'Hay-Les-Roses, France, résidant à l'adresse suivante: 100, rue du Bac, 75007 Paris, France;

- l'associé de la Société, FOYER INTERNATIONAL S.A. précité, a transféré 437 parts sociales rachetables privilégiées de chaque classe de A1 à A14, qu'il détenait dans la Société à FOYER S.A., précité;

- l'associé de la Société, FOYER INTERNATIONAL S.A. précité, a transféré 22 parts sociales rachetables privilégiées de chaque classe de A1 à A14, qu'il détenait dans la Société à Madame Sophie ELKRIEF, précitée;

En conséquence, les parts de la Société sont désormais réparties comme suit:

17 Capital Management LLP	1.250.000 parts sociales ordinaires de classe B
FOYER INTERNATIONAL S.A.	291 parts sociales rachetables privilégiées de classe A1
	291 parts sociales rachetables privilégiées de classe A2
	291 parts sociales rachetables privilégiées de classe A3
	291 parts sociales rachetables privilégiées de classe A4
	291 parts sociales rachetables privilégiées de classe A5
	291 parts sociales rachetables privilégiées de classe A6
	291 parts sociales rachetables privilégiées de classe A7
	291 parts sociales rachetables privilégiées de classe A8
	291 parts sociales rachetables privilégiées de classe A9
	291 parts sociales rachetables privilégiées de classe A10
	291 parts sociales rachetables privilégiées de classe A11
	291 parts sociales rachetables privilégiées de classe A12
	291 parts sociales rachetables privilégiées de classe A13
	291 parts sociales rachetables privilégiées de classe A14
COMET INVESTMENT STRATEGY Ltd	97 parts sociales rachetables privilégiées de classe A1
	97 parts sociales rachetables privilégiées de classe A2
	97 parts sociales rachetables privilégiées de classe A3
	97 parts sociales rachetables privilégiées de classe A4
	97 parts sociales rachetables privilégiées de classe A5
	97 parts sociales rachetables privilégiées de classe A6
	97 parts sociales rachetables privilégiées de classe A7
	97 parts sociales rachetables privilégiées de classe A8
	97 parts sociales rachetables privilégiées de classe A9
	97 parts sociales rachetables privilégiées de classe A10
	97 parts sociales rachetables privilégiées de classe A11
	97 parts sociales rachetables privilégiées de classe A12
	97 parts sociales rachetables privilégiées de classe A13

Sophie ELKRIEF	97 parts sociales rachetables privilégiées de classe A14 29 parts sociales rachetables privilégiées de classe A1 29 parts sociales rachetables privilégiées de classe A2 29 parts sociales rachetables privilégiées de classe A3 29 parts sociales rachetables privilégiées de classe A4 29 parts sociales rachetables privilégiées de classe A5 29 parts sociales rachetables privilégiées de classe A6 29 parts sociales rachetables privilégiées de classe A7 29 parts sociales rachetables privilégiées de classe A8 29 parts sociales rachetables privilégiées de classe A9 29 parts sociales rachetables privilégiées de classe A10 29 parts sociales rachetables privilégiées de classe A11 29 parts sociales rachetables privilégiées de classe A12 29 parts sociales rachetables privilégiées de classe A13 29 parts sociales rachetables privilégiées de classe A14
FOYER S.A.	583 parts sociales rachetables privilégiées de classe A1 583 parts sociales rachetables privilégiées de classe A2 583 parts sociales rachetables privilégiées de classe A3 583 parts sociales rachetables privilégiées de classe A4 583 parts sociales rachetables privilégiées de classe A5 583 parts sociales rachetables privilégiées de classe A6 583 parts sociales rachetables privilégiées de classe A7 583 parts sociales rachetables privilégiées de classe A8 583 parts sociales rachetables privilégiées de classe A9 583 parts sociales rachetables privilégiées de classe A10 583 parts sociales rachetables privilégiées de classe A11 583 parts sociales rachetables privilégiées de classe A12 583 parts sociales rachetables privilégiées de classe A13 583 parts sociales rachetables privilégiées de classe A14

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 janvier 2014.

17Capital 2 Feeder B S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014017723/94.

(140020172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2014.

Resolution III Glasgow S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 134.075.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand thirteen, on the thirtieth of December

Before Maître Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Appeared:

Séverine Desnos, accountant, with professional address at 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg
"the proxy"

acting as a special proxy of Resolution III Holdings S.à r.l., a Société à Responsabilité Limitée, R.C.S. Luxembourg section B no 130.916, with registered office at 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg

"the mandator"

by virtue of a proxy under private seal given which, after having been signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, will be registered with this minute.

The proxy declared and requested the notary to act:

I.- That the société à responsabilité limitée Resolution III Glasgow S.à r.l., having its head office at L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich, registered in the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg, section B number 134.075, has been incorporated by deed enacted on the twenty-ninth of November 2007, published in the Memorial C number 14 of the 04th of January 2008.

II.- That the corporate share capital is presently set at 821.211,94 GBP, consisting of 8,100 fully paid up shares of a par value of 101,384190 GBP- each.

III.- That the mandator, has successively become the owner of all the shares of the Company, and as sole shareholder resolves to dissolve the company with immediate effect.

IV.- That the mandator declares to have full knowledge of the articles of association and is fully aware of the financial situation of the Company.

V.- That the mandator, as liquidator of the Company declares that the activity of the company has ceased, that the known liabilities of the said company have been paid or fully funded, that the sole shareholder takes over all assets, liabilities and commitments, known or unknown of the dissolved company and that the liquidation of the company is terminated without prejudice as he assumes personally all its liabilities.

VI.- That the mandator grants full discharge the board of directors, and statutory auditor for their mandate up to this date.

VII.- That the books and records of the company will be kept for a period of five years at the registered office of the Company.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document after having been read, the above mentioned proxy-holder signed with Us, the notary, the present original deed.

Follows the translation in French of the foregoing deed, being understood that in case of discrepancy, the English text will prevail.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède, étant entendu qu'en cas de divergence le texte anglais fait foi.

L'an deux mille treize, le trente décembre.

Par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

Séverine Desnos, comptable, résidant professionnellement au 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg.
"le mandataire"

agissant en sa qualité de mandataire spécial de Resolution III Holdings S.à.r.l., société à responsabilité limitée enregistrée sous le numéro R.C.S. B 130.916 dont le siège social se situe au 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg
"le mandant"

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle, après avoir été signée ne varietur par le mandataire comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lequel comparant, agissant ès-dites qualités, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

I.- Que la société à responsabilité limitée Resolution III Glasgow S.à.r.l.", ayant son siège social à L-1420 Luxembourg, 15-17 avenue Gaston Diderich, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro B 134.075, a été constituée suivant acte reçu le 29 novembre 2007, publié au Mémorial C numéro 14 du 04 janvier 2008.

II.- Que le capital social s'élève actuellement à 821.211,94 GBP représenté par 8,100 actions de 101,384190 GBP chacune, chacune intégralement libérée.

III.- Que son mandant est devenu propriétaire de toutes les actions de la susdite société et qu'en tant qu'actionnaire unique il déclare expressément procéder à la dissolution de la susdite société.

IV.- Que son mandant déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la susdite société.

V.- Que son mandant en tant que liquidateur de la société déclare que l'activité de la société a cessé, que les dettes connues ont été payées ou provisionnées et en outre qu'il prend à sa charge tous les actifs, passifs et engagements financiers, connus ou inconnus, de la société dissoute et que la liquidation de la société est achevée sans préjudice du fait qu'il répond personnellement de tous les engagements sociaux.

VI.- Que décharge pleine et entière est accordée à tous les administrateurs, et au commissaire aux comptes de la société dissoute pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

VII.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans au siège social de la Société

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le mandataire prémentionné a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: S. DESNOS, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 02 janvier 2014. Relation: LAC/2014/55. Reçu soixante-quinze euros (75.-€).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande.

Luxembourg, le 14 janvier 2014.

Référence de publication: 2014017581/78.

(140019844) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2014.

Occidental Royal Holding, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 145.035.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour OCCIDENTAL ROYAL HOLDING

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014021675/11.

(140026124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

Reviconsult S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 24, avenue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 139.013.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 février 2014.

Référence de publication: 2014021742/10.

(140025816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

ServiceMagic Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 22-24, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 142.748.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014021757/9.

(140025678) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

Summer Spee S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 109.256.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 janvier 2014.

Signature

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Référence de publication: 2014021808/12.

(140026055) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.
